

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 440 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire :
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li, 100Pts
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire :
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 440
Avril-Mai-Juin - 1997
34^e année

DANS CE NUMERO

- Contre la diversion électorale (tract)
- Fascisme, anti-fascisme et lutte prolétarienne (3)
- Correspondance: Les luttes des dockers
- «Socialisme International»: la fin sans gloire d'une organisation sans principes
- La conscience selon la conception matérialiste
- Anti-parlementarisme primaire
- Corée du Sud: Un grand mouvement de grève et les problèmes de la lutte des classes

Il y a 60 ans Les journées de mai à Barcelone

Les journées de mai 1937 où s'affrontèrent les armes à la main le prolétariat de Barcelone, influencé majoritairement par les anarchistes et plus marginalement par le POUM, et les forces régulières gouvernementales (armée, Guardia Civil, milices socialistes, stalinienne et nationalistes catalanes), virent se déchaîner sous sa forme la plus dramatique, la forme militaire, la phase ultime de la stratégie des républicains pour «revenir à la normalité» bourgeoise et terminer la guerre civile, au moyen d'un pacte conclu avec le fascisme sous la médiation des grandes puissances.

Les bourgeois républicains qui avaient été incapables de contenir le sursaut formidable du prolétariat espagnol et de l'empêcher de prendre les armes en juillet 36, et avaient vu ainsi sombrer leur volonté de collaboration avec les insurgés de Franco, et avec eux, les socialistes et les staliens, qui mettaient à profit leur influence dans le sein de la classe ouvrière et leurs relations internationales avec les impérialismes «démocratiques» et la Russie stalinienne, s'étaient mis en devoir de restaurer et renforcer la machine endommagée de l'Etat bourgeois là où le fascisme n'avait pas encore réussi à écraser la classe ouvrière.

Sans s'opposer frontalement à la vague prolétarienne, irrépressible durant les premiers mois de la guerre, les bourgeois démocrates et leurs hommes de main socialistes et staliens concentrent et réorganisent leurs propres forces politiques et militaires, parviennent à militariser de plus en plus les milices ouvrières à l'intérieur de l'Etat capitaliste et, petit à petit, leur ôtent toutes leurs fonctions à l'arrière tandis qu'au front ils suppriment tout appui aux régiments prolétariens qui échappent à leur contrôle direct. Ils obtiennent finalement la capitulation et bientôt la collaboration irresponsable de l'anarchisme et du POUM, qui ont le contrôle effectif de toute la Catalogne et qui finissent par entrer dans les gouvernements «anti-fascistes».

(Suite en page 9)

Retour de la gauche au gouvernement: les prolétaires n'obtiendront que ce qu'ils auront arraché par la lutte

Les pompiers sociaux reprennent du service pour faire le sale boulot de la bourgeoisie

La situation sociale incertaine du pays avait conduit Juppé-Chirac à décider la dissolution de l'Assemblée Nationale et à lancer une campagne électorale précipitée afin de profiter une nouvelle fois de la trêve électorale et de l'état de grâce qui accompagnent toujours ces événements. Le gouvernement avait pourtant à l'Assemblée une majorité à la fois écrasante et docile qui lui permettait de faire passer sans difficulté aucune toutes les lois et mesures qu'il voulait. Pour qui croit à la démocratie et aux institutions parlementaires, la décision de dissolution est incompréhensible - et effectivement beaucoup se sont interrogés. Cette dissolution aura eu le mérite

de faire percevoir, peut-être, aux prolétaires les moins intoxiqués par les préjugés démocratiques, que les élections et le Parlement ne sont que des mécanismes et des institutions destinées à légitimer une politique arrêtée dans les cercles dirigeants de la classe bourgeoise. Bien qu'il disposait des pleins pouvoirs parlementaires pour gouverner à sa guise, Juppé n'arrivait cependant pas à mettre en oeuvre toutes les mesures demandées par les puissances industrielles et financières nationales comme internationales par crainte de déclencher des troubles sociaux. La vague de grèves de l'hiver 95 avait donné un puissant coup de frein à son programme ambitieux de «réformes», de «modernisations» et de «libéralisations» - entendons de démantèlement accentué de l'«Etat providence», de modification des

réglementations sociales et du code du travail pour les adapter aux aspirations patronales, bref toute une série d'attaques contre les prolétaires pour augmenter le taux de profit moyen de l'entreprise-France. La bourgeoisie française redoute toujours ces coups de torchon inattendus de la classe ouvrière, même si elle sait parfaitement qu'elle n'a pas à craindre pour l'immédiat la menace de la révolution. Mais une grave crise sociale la mettrait en difficulté par rapport à ses partenaires-concurrents à un moment où, avec l'approche du passage à la monnaie unique, se joue une partie très importante sur sa place au sein du cartel des impérialismes européens (ce que l'on appelle la Communauté Européenne). Chirac est bien cons-

(Suite en page 2)

Polémique contre «Auschwitz ou le grand alibi» Les croisés de l'anti-fascisme démocratique à l'assaut du marxisme

Quoiqu'avec une force bien moindre qu'au printemps dernier, la polémique contre les négationnistes et l'«ultra-gauche» se poursuit sporadiquement; et notre article «Auschwitz ou le grand alibi» (publié en brochure) est régulièrement cité comme le texte fondateur d'un prétendu rapprochement avec les nostalgiques du fascisme. On peut citer la revue musico-culturelle «Les Inrockuptibles» qui publie dans son n° 99 (9-15 avril) une critique d'un ouvrage consacré à l'écrivain anti-sémite Céline - ouvrage que nous ne connaissons pas -, où les auteurs s'indignent que le nazisme soit décrit comme ayant eu la fonction de «mettre au pas le peuple allemand», son succès expliqué par «l'engagement massif des puissances financières et industrielles» à son côté et les «persécutions anti-sémites de Vichy» analysées comme «une chasse aux pauvres». «On retrouve surtout dans cette explication du monde selon la seule "logique du Capital" - écrivent-ils pour démolir définitivement l'ouvrage en question - le même déterminisme économique qui présidait aux textes qui ont servi de fondations aux théories négationnistes dans les années 60-70 (tels que la brochure bordiguiste *Auschwitz ou le grand alibi*)!» Pour nos auteurs pareille accusation est sans aucun doute de celle dont on ne se relève pas...

Une tentative plus élaborée de démonter nos positions se trouve dans un ouvrage récent, sur lequel il nous paraît intéressant de s'attarder car d'une part il réunit les principaux responsables du déclenchement de la campagne de dénonciation de l'«ultra-gauche» et de notre courant en particulier; et d'autre part il reprend tous les lieux communs de la critique démocratique du marxisme. Sa critique permet donc de caractériser de manière irréfutable cette campagne et ses participants. Il s'agit d'un ouvrage collectif, annoncé depuis de nombreux mois, et paru aux Editions Goliath (les éditions de «Goliath, le magazine catho tendre et grinçant!»): «Négationnistes, les chiffonniers de l'histoire». Il comprend en particulier un article d'Alain Bihr intitulé: «Les

mésaventures du sectarisme révolutionnaire» qui veut développer les arguments de la campagne de 96 en écrivant l'histoire du «révisionnisme» et du «négationnisme». Bien entendu les attaques contre notre article y tiennent une bonne place.

Il s'agirait en effet d'un des «textes fondateurs de cette dérive» ultra-gauche qui «représente la tentative la plus claire de rendre compte de l'entreprise exterminationniste nazie dans les termes de la vulgate marxiste pratiquée par l'ultra-gauche. Il n'en fait que mieux ressortir l'absurdité d'une telle démarche». Bihr cite notre analyse de l'anti-sémitisme allemand dans l'entre-deux guerres comme phénomène d'essence fondamentalement petite bourgeoise, découlant de la formidable pression éco-

nomique pesant sur ces couches de la population qui les faisaient se dresser contre les concurrents juifs. Et il s'écrie: «Les objections abondent contre cette explication économiste jusqu'à l'absurde de l'exterminationnisme nazi, y compris d'un point de vue marxiste (!-NdLR)». Quelles sont donc ces objections?

Après avoir fait remarquer que la nature de classe du régime nazi n'est «pas réductible à un simple mouvement de panique de la petite bourgeoisie» - nous n'avons jamais dit une chose pareille, mais, en bon idéologue, Bihr confond notre analyse de l'anti-sémitisme avec une analyse du régime nazi - il affirme doctement que l'anti-sémitisme devait exister auparavant, sinon pourquoi les petits bourgeois auraient-ils «choisi» de se tourner contre les Juifs plutôt que contre, par exemple, les coiffeurs (1)?

Personne n'a jamais nié que l'anti-sémitisme ait existé auparavant, et les analyses marxistes abondent au contraire qui ont expliqué la nature petite-bourgeoise de cet anti-sémitisme. Mais ce qu'il faut expliquer, c'est pourquoi cet anti-sémitisme-là, phénomène somme toute marginal (de nombreux historiens estiment que l'anti-sémitisme était sinon plus répandu, en tout cas plus violent en France qu'en Allemagne à la fin du siècle dernier et au début de ce siècle), est devenu un phénomène de masse dans l'Allemagne de Weimar en proie à une crise économique sans précédent. Le matérialisme historique établit le lien entre ces deux faits et montre comment les petits bourgeois terrorisés par la perspective de la faillite de leurs affaires, mais incapables par nature de comprendre et combattre un système de production dont ils font partie, se re-

(Suite en page 4)

Retour de la gauche au gouvernement: les prolétaires n'obtiendront que ce qu'ils auront arraché par la lutte

(Suite de la page 1)

cient du risque, lui qui, lorsqu'il faisait partie du cabinet de Pompidou, avait négocié secrètement avec le PCF la stratégie d'arrêt des grèves et de sortie de crise en 1968. Ce n'est pas par hasard si le thème central de sa campagne présidentielle avait été la réduction de la «fracture sociale» pour éviter le risque d'un «mouvement social». La fracture sociale n'ayant cessé de s'agrandir, ce risque augmentait, contraignant souvent le gouvernement à tergiverser, tout en essayant de regagner une certaine assise populaire en faisant de la surenchère xénophobe (lois Debré, charters d'immigrés expulsés), quoiqu'avec un résultat mitigé. Au vu d'un certain regain de popularité, si relatif soit-il, le gouvernement a joué son va-tout en dissolvant l'Assemblée. Il est incontestable qu'il espérait gagner les élections et relancer ensuite son action gouvernementale.

Mais il est tout aussi certain que

l'éventualité d'une défaite et la perspective d'un gouvernement Jospin avaient été froidement envisagées; et cette perspective n'effrayait ni les hauts dignitaires du pouvoir ni les cercles bourgeois dont ils sont les hommes de paille. Nous en voulons pour preuve, s'il en fallait une, la hausse de la bourse dès la nomination du socialiste Jospin: les requins de la finance ont salué en connaisseurs le retour des pompiers sociaux: ils savent qu'avec ces derniers au gouvernement leurs intérêts ne sont pas menacés, mais encore mieux protégés de troubles sociaux.

Les prolétaires doivent se rappeler l'expérience des années Mitterrand

Ce n'est pas la première fois que la gauche est appelée au pouvoir dans une situation où les partis bourgeois traditionnels hésitent à mettre en oeuvre leur politique par crainte de troubles sociaux. En 1980 la politique de restructuration

de la sidérurgie (lire: liquidation des entreprises trop peu rentables) et l'austérité infligées par le gouvernement Barre avaient provoqué de violents affrontements et un mécontentement croissant. A l'occasion des présidentielles de 81, les cercles bourgeois décisifs décidèrent de porter Mitterrand à la présidence, le parti gaulliste de Chirac jouant le rôle-clé dans l'élection du dirigeant du Parti Socialiste. En contrepartie de quelques concessions limitées ou de mesures spectaculaires comme l'abolition de la peine de mort, le gouvernement PS-PCF réussit à faire admettre sans trop de peine aux travailleurs les mesures préparées par le gouvernement précédent, s'attirant les compliments de Barre («le gouvernement de la gauche a fait ce que nous n'avons pu faire»). Fabius pouvait s'exclamer: «nous avons fait le sale boulot!».

Aujourd'hui comme hier, les mêmes hommes sont prêts à faire le sale boulot de la bourgeoisie. La différence est qu'à la différence de 81, ils n'ont fait qu'un minimum de promesses avant d'être élus. Ils ont expliqué que c'était pour ne pas décevoir les électeurs, pour ne pas susciter des espoirs par des promesses qu'ils ne pourraient pas tenir. C'était surtout

pour conserver une réputation de sérieux auprès de la bourgeoisie - ce que Rocard appelait la «culture de gouvernement». A l'heure où nous écrivons le nouveau gouvernement n'a pas eu encore le temps de se mettre au travail. Mais déjà les premières déclarations et les premières décisions des nouveaux dirigeants montrent qu'il se situe dans la continuité anti-ouvrière du gouvernement précédent.

Vilvoorde, Sans-papiers, salaires, seule la lutte peut contraindre le gouvernement à céder

Jospin, lorsqu'il n'était que le chef de l'opposition de gauche, était allé à Bruxelles manifester sa solidarité avec les ouvriers de Renault-Vilvoorde et il avait vertement condamné l'attitude du gouvernement français qui avait selon lui donné son feu vert à la fermeture de l'établissement. Lorsque la campagne électorale avait commencé, il avait redit son opposition à la fermeture. A peine Premier Ministre, il s'est empressé d'affirmer que la décision de fermer ou non appartenait à la seule entreprise Renault, et que le gouvernement ne pouvait rien faire car il n'était pas actionnaire majo-

Contre la diversion électorale! Pour la lutte de classe contre les attaques de la bourgeoisie et de son Etat! Pour la révolution communiste!

Voici le tract que nous avons diffusé à l'occasion des élections:

Disposant d'une majorité écrasante au parlement, le gouvernement aurait donc décidé de dissoudre celui-ci et de provoquer de nouvelles élections afin d'obtenir... une majorité parlementaire nécessaire à la poursuite de son action! Qui pourrait croire pareille absurdité?

Proletaires, camarades!

Depuis très longtemps, dans les pays capitalistes développés, la classe dominante bourgeoise a mis au point l'art d'utiliser les élections pour détourner les travailleurs de la défense intransigeante de leurs intérêts de classe, pour les pousser - avec l'aide décisive des partis réformistes et des syndicats qu'ils dirigent - à renoncer à la lutte ouverte en leur faisant croire qu'un changement de majorité parlementaire pourrait améliorer leur sort: un gouvernement de gauche pourrait ainsi passer des lois sociales et contraindre les capitalistes et l'Etat bourgeois à satisfaire les revendications des masses exploitées.

Les élections actuelles ont été décidées essentiellement dans cette optique: pour détourner la classe ouvrière de ses problèmes et de ses difficultés, aggravés à cause de la concurrence internationale croissante entre pays bourgeois (la dite «mondialisation»), mais dont la cause fondamentale réside dans le système capitaliste fondé sur la loi du profit et l'exploitation des travailleurs, et pour prévenir l'éclatement de nouvelles explosions de lutte, qui risqueraient d'être peut-être plus difficiles à contrôler et à arrêter par les réformistes qu'en décembre 95. Pour améliorer et préserver les taux de profit des entreprises les capitalistes préparent en effet déjà de nouvelles attaques contre les travailleurs; dans l'automobile, chez Renault, après la fermeture de l'usine de Vilvoorde (Belgique) et l'annonce de la liquidation de près de 3000 autres emplois en France, on parle maintenant de la fermeture éventuelle d'une autre usine, et Peugeot - toujours bénéficiaire -

supprime régulièrement plus d'un million d'emplois par an. Beaucoup d'autres secteurs - y compris dans les services - vont suivre; même dans la Fonction Publique, le recours massif aux intérimaires et aux précaires, corvéables à merci, devient la règle. Aux plus de 3 millions de chômeurs officiellement recensés s'ajoutent des millions d'autres «occupés» dans des stages-bidon ou des petits boulots précaires de misère, tandis que les prolétaires qui ont la chance d'avoir encore d'un emploi stable (pour combien de temps?), voient leurs conditions de travail se dégrader au fur et à mesure que se répandent la «flexibilité», le «salaire au mérite», ou que l'«annualisation du temps de travail» permet de faire disparaître la durée légale hebdomadaire du travail (et le paiement des heures supplémentaires). Les capitalistes français, suivant l'exemple des bourgeois de tous les pays, trouvent que c'est insuffisant; il leur faut aller plus loin et, au nom de la «compétitivité de l'économie nationale», faire disparaître d'autres «acquis sociaux», reculer encore l'âge de la retraite, réduire une nouvelle fois les «charges sociales» - qui constituent en réalité le salaire indirect payé aux travailleurs sous forme de prestations sociales - accroître donc l'exploitation des salariés et la misère des chômeurs.

Cette offensive bourgeoise contre la classe ouvrière se livre, avec une intensité sans doute variable, dans tous les pays, de l'Angleterre à l'Espagne, des Etats-Unis à la Russie, de l'Italie à l'Allemagne, de l'Algérie à la Belgique, de la Corée au Japon; elle n'est pas due à la rapacité particulière des capitalistes français ou à la méchanceté spéciale de ceux qu'ils ont fait élire à la tête de leur Etat, mais elle est la conséquence inévitable des mécanismes économiques capitalistes. Ce serait une illusion absurde de croire qu'il suffirait d'un changement de majorité pour supprimer cette conséquence, et qu'une «nouvelle politique» pourrait - sans toucher au capitalisme - mettre fin à cette offensive et résoudre les antagonismes sociaux.

Ce serait d'autant plus une illusion

que les partis de gauche ont déjà fait la démonstration en pratique que, comme tous les réformistes, lorsqu'ils sont au gouvernement, ils se plient servilement aux volontés des cercles dirigeants du capitalisme sans hésiter à renier du jour au lendemain leurs promesses électorales: n'est-ce pas sous un gouvernement PS-PCF que pour la première fois le salaire moyen a diminué ou que le chômage a dépassé les 2 millions? Après avoir pendant des années fait obstacle aux luttes ouvrières en prétextant qu'il fallait ne pas compromettre les chances de victoire électorale de l'Union de la gauche, ces larbins réformistes de la bourgeoisie firent au gouvernement le «sale boulot» (selon le mot de Fabius) anti-ouvrier que la droite hésitait à entreprendre par crainte de déclencher la lutte ouverte des travailleurs.

Proletaires, camarades!

Sans une lutte frontale contre le capitalisme - et pas seulement contre une forme trop sauvage ou trop brutale de celui-ci - , contre la classe bourgeoise et l'Etat qu'elle a édifié, organisé et perfectionné depuis deux siècles pour défendre ses intérêts - et surtout pas pour «améliorer» ou «défendre» cet Etat! - , les travailleurs sont condamnés à rester les victimes impuissantes de ce système d'exploitation, que ce soient des hommes de droite ou «de gauche» (comme l'actuel PDG de Renault) qui soient à sa tête. Dans l'affrontement permanent entre les classes sociales, qui devient toujours plus âpre lorsque s'accroissent les difficultés économiques, l'illusion électorale et démocratique est diffusée continuellement par les bourgeois et leurs valets et les élections organisées à intervalles répétées pour détourner les travailleurs de la lutte véritable pour la défense de leurs seuls intérêts. Les groupes dits d'«extrême gauche» qui contribuent à défendre cette illusion, qu'ils participent au cirque électoral (recevant pour cela des subsides de l'Etat bourgeois) ou qu'ils appellent d'une façon ou d'une autre à soutenir le retour des réformistes à la tête de l'Etat bourgeois, de même que ceux qui appellent les travailleurs à faire bloc avec les bourgeois démocrates pour défendre l'Etat républicain, démontrent qu'ils ne sont pas autre chose qu'une simple variété, plus démagogique, du réformisme anti-communiste et anti-ouvrier.

Depuis qu'ils existent, les commu-

nistes ont, à l'inverse, toujours proclamé sans hésiter la nécessité de la lutte révolutionnaire pour le renversement de l'Etat bourgeois et de ses institutions et l'instauration de la dictature du prolétariat comme la seule voie réaliste pour en finir avec le chômage, avec la misère, avec l'exploitation, avec les guerres et les famines, bref avec toute l'horreur infligée par le capitalisme.

Le refus de la diversion électorale, le dégoût de la politique bourgeoise ne doivent pas déboucher sur le refus de la politique révolutionnaire et le repli sur le «chacun pour soi». Ils doivent alimenter au contraire la rupture avec les méthodes et la politique du réformisme, le retour aux méthodes et à la politique de la lutte de classe, la préparation de la riposte prolétarienne aux attaques bourgeoises, le travail de reconstitution du Parti révolutionnaire de la classe ouvrière internationale, qui sont indispensables pour la reprise de la lutte révolutionnaire.

Tourner le dos aux illusions électorales et aux partis qui les diffusent signifie se préparer à se battre sur le terrain de la lutte des classes, le terrain de la lutte ouverte contre les patrons et contre leur Etat avec ses juges, ses flics, ses militaires et... son parlement, sans se laisser arrêter par les phrases mensongères sur l'«intérêt général», la «défense de l'économie nationale» ou «de l'entreprise», la «défense des institutions démocratiques» lancées par les bourgeois et leurs larbins.

- NON AU CIRQUE ELECTORAL!

Pour la défense des conditions de vie, de travail et de lutte de la classe ouvrière, pour la défense des salaires, la diminution du temps de travail sans diminution de salaire, le salaire intégral aux chômeurs, l'embauche des précaires, pour l'égalité entre catégories, entre français et immigrés, contre toutes les lois et règlements discriminatoires contre les travailleurs étrangers, une seule voie: LA LUTTE DE CLASSE PAR DELA LES LIMITES DE CORPORATIONS, D'USINES ET DE NATIONALITES!

- POUR LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE, POUR LA RECONSTITUTION DU PARTI DE CLASSE, LE PARTI UNIQUE ET MONDIAL DE LA REVOLUTION COMMUNISTE!

Retour de la gauche ...

ritaire! La seule mesure qui a été annoncée a été la nomination d'un expert «indépendant» (payé par Renault!) qui enquêtera pendant quelques semaines pour déterminer si la fermeture de Vilvoorde est bien indispensable. Personne n'imagine que sa réponse puisse être négative et les conseillers de Jospin expliquent que celui-ci n'était pas contre la fermeture, mais contre la manière avec laquelle elle a été annoncée!

Le cas des sans-papiers est un peu différent. Leur combativité, leur ténacité avaient fini par trouver un écho auprès de larges secteurs de la population en dépit de la xénophobie et du racisme ambiant, contraignant les partis réformistes à un soutien du bout des lèvres. Le PS qui s'était auparavant obstinément refusé à promettre la suppression des lois Pasqua lors de la présidentielle, s'était aligné sur le PCF et avait inscrit à son programme la suppression des lois Debré-Pasqua. Après son intronisation Jospin a nommé l'un des médiateurs pour s'occuper de la question, et ses services ont laissé entendre dans la presse que la régularisation, au cas pas cas, de 40.000 sans papiers était envisageable. Cette «fuite» a provoqué la colère du nouveau ministre de l'Intérieur Chevènement (avec qui les trotskystes de la LCR se sont acquinés pour présenter des candidats dans un certain nombre de circonscriptions). Selon ses collaborateurs, sur les 10 à 40.000 sans-papiers qui avaient été évalués par les médiateurs, «il est certain que beaucoup de demandes seront rejetées, environ une sur deux probablement», rapporte «Le Figaro» (12/6/97), qui estime que «c'est une façon édulcorée d'indiquer que des expulsions d'irréguliers (sic!) pourraient reprendre». Les services du ministère affirment également qu'il n'est pas question d'autoriser ceux qui ont déjà été expulsés à revenir.

La Coordination nationale des sans-papiers communiquait au même moment qu'elle n'avait reçu aucune réponse à un courrier envoyé à Jospin et que dans les mesures envisagées ne figuraient pas de moratoire sur les expulsions, l'amnistie pour les décisions de reconduite à la frontière et le retour des expulsés. Il semblerait que le services gouvernementaux aient réussi au moins momentanément à ébranler l'unité des sans-papiers en agitant la promesse de régularisation pour quelques uns, au cas par cas. Il serait très dangereux de céder aux sirènes socialistes. Sans lutte compacte et déterminée le gouvernement n'accordera que le strict minimum, alors même qu'une large victoire pour tous est pour la première fois possible. Plus que jamais la solidarité de classe avec les travailleurs immigrés sans-papiers est donc nécessaire pour que leur lutte aboutisse.

La méthode utilisée pour régler le cas des sans-papiers est la méthode typique des pompiers sociaux: lâcher des miettes, accorder satisfaction à certains pour éviter de l'accorder à tous, diviser les travailleurs par des promesses et même par des méthodes de corruption.

Les cheminots dans la cible

La nomination du «communiste» Gayssot aux Transports a une importance indéniable, si l'on se souvient que les cheminots ont été le fer de lance des grèves de l'hiver 95. Or les chemins de fer sont l'objet d'une vaste opération de déréglementation dans toute l'Europe qui vise à augmenter le rentabilité de ce moyen de transport et à l'adapter à de nouveaux impératifs de circulation des marchandises dans un vaste marché unifié. Les conséquences en seront lourdes pour les travailleurs de ce secteur qui devront payer les frais de cette restructuration généralisée: pression sur les

salaires, aggravation des conditions de travail, bref, perte des avantages liés à leur emploi à une époque où le rail était vraiment un mode transport quasi-irremplaçable pour le capitalisme, nécessitant donc une grande docilité des travailleurs de cette branche. Gayssot a claironné qu'il ne serait pas l'homme de la privatisation. Mais il est peu probable que les bourgeois aient jamais envisagé une privatisation de la SNCF, l'exemple britannique à lui seul suffisant à montrer les inconvénients de l'opération (une bonne partie des industriels britanniques est mécontente des résultats). C'est plutôt vers un aménagement de l'organisation actuelle, avec généralisation des critères de rentabilité, fin du monopole, etc. que vont leurs vœux et d'ailleurs toute l'évolution suivie jusqu'ici par les chemins de fer français. Et là, le «cheminot» (en fait de cheminot, c'est un apparatchik endurci!) Gayssot devient soudain beaucoup moins catégorique; il s'affirme même partisan d'une «modernisation» et d'une «adaptation» de la SNCF. Sachant ce que ces mots veulent dire, les journalistes ont aussitôt conclu que le PCF se ralliait lui aussi à la «culture de gouvernement». Pour faire passer tout ce que cela implique sans risquer trop de grèves, un ministre du PCF, qui peut compter sur la CGT-cheminots (syndicat majoritaire, qui a réussi le tour de force de sortir indemne de la vague de grèves de 95, bien qu'il ait joué le rôle déterminant pour arrêter le mouvement) est le mieux placé. Le «Financial Times», quotidien des milieux financiers britanniques a écrit de façon perspicace dans un éditorial: «La présence de communistes dans le gouvernement n'est pas une nouvelle aussi mauvaise qu'elle pourrait le sembler. (...) Le ministre Jean-Claude Gayssot sera très fortement encouragé à assurer un service efficace et compétitif, dans le cadre du secteur public. S'il tire la conclusion que cela exige des licenciements et de nouvelles formes d'organisation du travail, en tant qu'ancien cheminot et ancien permanent CGT, il sera parfaitement à même de pousser dans cette direction, sans provoquer de grèves majeures» (1).

Les financiers anglais dévoilent la fonction du gouvernement socialiste

Et pour ses lecteurs de la City que le mot «communiste» met sans doute mal à l'aise, le quotidien met les points sur les i: «En fait, le Parti communiste a toujours joué, en France, un rôle double. Dans l'opposition, il s'affirme comme le porte-parole des victimes du changement économique. Au gouvernement, il impose la discipline au mouvement ouvrier et obtient de la classe ouvrière qu'elle accepte des réalités désagréables. "Il faut savoir terminer une grève" avait déclaré en 1936 son dirigeant Maurice Thorez. (...)

C'est sous Mitterrand que la France a abandonné ses habitudes inflationnistes et s'est adaptée au marché commun européen. Jospin et son équipe arrivent au pouvoir alourdis par beaucoup de rhétorique de gauche, mais avec assez peu d'engagements précis. (...) Une telle politique [en faveur des employeurs privés] est considérée en France comme "ultra-libérale" et, lorsqu'elle a été esquissée par un gouvernement de droite, elle était hypothéquée par le danger d'une grève générale. Mais un gouvernement socialiste, avec participation des communistes, pourrait bien engager une telle politique».

Il n'y a pas grand chose à ajouter à ce qu'écrivent les porte-paroles de la finance britannique; ils peuvent se permettre de parler clair parce qu'ils n'ont pas à jouer le jeu truqué du théâtre politique bourgeois, les faits se dérou-

lant dans un autre pays que le leur. En France, pour cette raison, tous ont intérêt, à l'inverse, à répandre le brouillard, à jouer la comédie du changement de politique - y compris les pseudo-révolutionnaires qui ont reproduit cet article, mais en assurant que les «militants des mouvements syndicaux et sociaux» peuvent empêcher ce qui est décrit.

C'est au contraire en reconnaissant pleinement cette vérité de classe dite par l'ennemi de classe - pour parler comme Lénine - que les militants prolétaires d'avant-garde pourront non seu-

lement combattre les illusions toujours renaissantes sur le gouvernement de gauche, mais se préparer et préparer leurs camarades à riposter aux coups qu'infligera infailliblement ce gouvernement aux prolétaires avec l'aide des grandes organisations syndicales collaborationnistes et le soutien indirect, mais pas moins pernicieux pour autant, des faux révolutionnaires.

(1) «Financial Times» du 5 juin, cité par «Rouge» n° 1736 (12/6/97)

«Socialisme International» La fin sans gloire d'une organisation sans principes

«Socialisme International» est la section française du courant trotskyste «International Socialism» organisé autour du groupe britannique «Socialist Workers Party» qui est peut-être aujourd'hui, en raison de la quasi-disparition du PC, l'organisation la plus nombreuse à la gauche du Labour Party. Ce regroupement a longtemps joui de la réputation d'être plus à gauche que les autres tendances trotskystes parce qu'à la différence de ces dernières, il n'hésitait pas à appeler *capitalistes d'Etat* les prétendus régimes socialistes de l'Est. Mais cette réputation était complètement usurpée et «International Socialism», comme toutes les formations qui ne sont pas fondées sur le programme communiste véritable, qu'elles soient trotskystes, maoïstes ou autres, n'a jamais été rien d'autre qu'un courant centriste, sans doute révolutionnaire en paroles, mais indissolublement lié en pratique au réformisme contre-révolutionnaire, dont il constitue le flanc-garde.

Nous avons eu l'occasion d'argumenter la justesse de cette caractérisation en faisant sur ces colonnes la critique politique de «S.I.» et en montrant son absence de principes communistes. Mais mieux que tous nos raisonnements, ce sont les faits qui donnent maintenant la démonstration de ce que nous écrivons. «Socialisme International» traverse en effet une grave crise qui, selon toutes probabilités, est la crise finale de cette organisation en France (et peut être dans d'autres pays). Poussant jusqu'au bout son orientation traditionnelle de «Battre la droite», la direction de «S.I.», suivie par toute une partie de l'organisation, a décidé à la veille des élections... d'adhérer au Parti Socialiste - plus précisément au fantôme que «Mouvement des Jeunes Socialistes»!

Sans doute une partie des militants a décidé de continuer à maintenir une organisation «indépendante». Cette tentative est problématique, d'une part parce que seul un nombre réduit de militants est prêt à continuer, et d'autre part parce que la direction internationale (britannique) d'«International Socialism» soutiendrait l'entrée dans le PS. Mais surtout «Socialisme International» maintenu a définitivement abdiqué toute velléité d'indépendance politique, à lire son n° du mois de mai. Intitulé «Battons la droite. Ecrasons le FN. Vote à gauche!» (on l'aurait deviné) et consacré uniquement à la campagne électorale, il ressemble à s'y méprendre à une feuille de propagande d'une tendance du PS (il n'y manque même pas un appel à ne pas voter Lutte Ouvrière, car L.O. est coupable de trop critiquer «la Gauche!»). Bien sûr, en cherchant bien, on peut y trouver le timide reproche aux dirigeants du PS qu'ils ne mènent avec assez de détermination le combat contre «la Droite» (capitalisme conait pas!) ou qu'ils ne remettent pas en cause les institutions de la Ve République dont ils devien-

draient prisonniers (!) en cas de victoire; mais rien que n'aurait pu signer un Chevènement en 1980. Et les militants qui le diffusent sont fiers d'affirmer que toute leur activité est prise par les élections, dans le cadre d'une collaboration avec... le Mouvement des Jeunes Socialistes!

Qui se ressemble, s'assemble: la logique est du côté de ceux qui ont déjà franchi le pas, et qui, comme tant d'autres ex-faux révolutionnaires, toute honte bue, ont confortablement entamé une carrière dans la vieille social-démocratie (à commencer par Lionel Jospin, ex-trotskyste lambertiste envoyé faire de l'entrisme au PS); les autres suivront inévitablement. Parallèlement à la social-démocratisation accélérée des survivants du réformisme post-stalinien, les organisations centristes regagnent un peu partout le giron social-démocrate.

Tant mieux. La clarification politique ne pourra qu'y gagner.

Parution du n° 95 de PROGRAMME COMMUNISTE Au sommaire:

Aux prolétaires d'aujourd'hui, aux combattants de demain! *Histoire de la Gauche communiste*: la fondation du PC d'Italie (2). La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (réunion de San Donà 1992) (2). *Sur le fil du temps*: Parodie de la praxis. Question kurde: Emancipation populaire ou prolétarienne. Mysticisme florentin. Notes de lecture (Revolutionary History: la Gauche communiste).

L'exemplaire: 25 FF

IL COMUNISTA (BIMESTRALE) N° 53-54 (mars 1997)

- Albania: un piccolo paese capitalistico arretrato alle porte di cas immerso in una enorme catastrofe. - Manovre economiche, politiche, manovre militari. L'imperialismo italiano alla rincorsa di un posto al sole. - Espolde la rabbia dei disoccupati napoletani di fronte alle cariche della polizia. - Ai proletari di oggi, ai combattenti di classe di domani! - Sul patto per il lavoro. - Napoli: manifestazioni LSU. - La comune di Parigi. A. Boridga: Dalla comune alla terza internazionale. - Scioperi nella Corea del sud. - Auschwitz. - L. Trotsky: Terrorismo e comunismo (IV). I camionisti francesi. Lotte operaie nel mondo. Albania, fuggire per morire? - Recensioni: *L'ultima resistenza*.

Polémique contre «Auschwitz ou le grand alibi» Les croisés de l'anti-fascisme démocratique à l'assaut du marxisme

(Suite de la page 1)

tournaient «naturellement» contre les concurrents les plus visibles, les plus immédiatement identifiables comme groupe distinct, et contre qui il existait déjà une tradition d'hostilité qui leur attribuait tous les maux du capitalisme. L'idéalisme, lui, trouve scandaleux que soit établi ce **lien déterministe**: selon sa conception, tous les événements ont leur source dans la lutte des idées et dans la conscience, et c'est affreusement réductionniste et économiste de supposer que des faits aussi triviaux que la ruine précipitée de centaines de milliers de personnes, l'appauvrissement inexorable de millions d'autres, ait pu avoir la moindre conséquence sur l'état d'esprit de celles-ci!

Bhir pense avoir trouvé un argument imparable devant un si grossier **réductionnisme**: «*s'il n'avait été question que de détruire une partie de la petite et moyenne bourgeoisie en tant que telle - pour soulager le reste de ces couches de la concurrence - NdlR -, une simple expropriation aurait suffi: pour détruire socialement une classe possédante, il n'est pas nécessaire de détruire physiquement ses membres, il suffit de la priver de ses moyens de production*». Mais ce n'est personne d'autre que Bhir lui-même qui répond à Bhir: «*c'est d'ailleurs par une telle expropriation que les nazis commencèrent [et ajoutons que c'était là le programme du parti nazi - NdlR], incitant les Juifs (du moins ceux qui le pouvaient encore) à quitter l'Allemagne; et, de ce point de vue leur tâche était en gros accomplie dès 1938*»!!

Notre critique incohérent ne s'avoue pas vaincu pour autant; après avoir réduit en pièces ses propres premiers arguments, il écrit que «*Précisément [les nazis] n'allaient pas s'en tenir là, ce qui ne peut absolument pas s'expliquer par une quelconque exigence immédiate [?] des contradictions sociales que fait naître le procès d'accumulation du capital*». Et pour enfoncer son clou, il nous cite le cas des Juifs d'Europe centrale et orientale qui ne faisaient «*certainement pas*» partie de la petite et moyenne bourgeoisie, et d'autres régimes fascistes (comme l'italien) qui n'étaient pas particulièrement anti-sémites: «*antisémitisme et fascisme ne coïncidaient pas et n'allaient pas nécessairement de pair*». Donc:

«*Bref, de quelque côté qu'on se tourne, on découvre la spécificité exterminationniste et antisémite de la politique nazie, dont l'analyse développée par l'ultra-gauche est incapable de rendre compte et que, du même coup, elle tend constamment à occulter ou à nier*». (...) «*En définitive, l'entreprise génocidaire nazie s'avère tout simplement irréductible à l'économisme marxiste et à l'hyper-rationalisme hégélien [sic! - NdlR] servant habituellement de grille théorique à l'ultra-gauche*».

Bhir appartient l'école **idéaliste**, pour qui ce sont les idées qui mènent le monde, toute tentative d'explication matérielle des phénomènes sociaux étant bien évidemment rejetée. C'est donc l'**idéologie nazie** qui, pour un idéaliste, explique tout ce qui s'est passé, aussi bien d'ailleurs le massacre des Juifs que la deuxième guerre mondiale. Un historien américain, Daniel Goldhagen, vient même de publier un best-seller («*Les bourreaux volontaires de Hitler*») qui affirme que c'est toute la population allemande, à quelques exceptions près, qui a participé ou s'est rendue volontai-

rement complice du massacre des juifs, en raison de traits particuliers de la **culture** allemande! On peut juger du sérieux de cet universitaire qui prétend vouloir «*réviser*» l'histoire de l'Allemagne, au fait qu'il cache que la population de ce pays était divisée (comme ailleurs) en **classes antagonistes** qui se sont livrées à de gigantesques et sanglantes batailles et que ce n'est qu'après l'écrasement du prolétariat, seule classe restée pratiquement indemne d'antisémitisme en raison de ses traditions de lutte classistes, et la victoire écrasante de la contre-révolution nazie que les mesures anti-juives purent battre leur plein.

Le marxisme a démontré, comme nous le rappelions dans cet article, que ce sont au contraire **les rapports sociaux qui déterminent les mouvements d'idéologie**. Cela ne signifie pas, comme feignent de le croire nos adversaires, que nous prétendons que la politique d'un Etat est déterminée à tout moment par des exigences sociales **immédiates** ou par une rationalité économique **directe**; les médiations sont au contraire très nombreuses et la résultante finale des heurts d'intérêts qui tendent à modeler cette politique peut être assez différente de ce qu'en espéraient ceux qui en sont les acteurs. Personne parmi les nazis n'avait imaginé au départ la «*solution finale*», comme le prouve le fait que les dirigeants du IIIe Reich essayèrent d'abord de se débarrasser des Juifs par d'autres moyens, en les faisant émigrer.

LA CO-RESPONSABILITÉ DES DÉMOCRATIES OCCIDENTALES

Il pourrait sembler curieux que nos adversaires, si prompts à dénoncer nos analyses, ne disent absolument rien de ce qui constitue l'autre argument central de notre brochure, à savoir la responsabilité des démocraties occidentales dans le massacre des Juifs. C'est pourtant là une sérieuse difficulté à résoudre pour qui ne veut connaître d'autre cause des massacres que «*la spécificité de l'idéologie nazie*»! Nous écrivions dans notre brochure: «*Pendant toute cette période qui va jusqu'à la veille de la guerre, la politique des nazis envers les Juifs tient en 2 mots: Juden Raus! Juifs, dehors! On chercha par tous les moyens à favoriser l'émigration des Juifs. Mais si les nazis ne cherchaient qu'à se débarrasser des Juifs dont ils ne savaient que faire, si les Juifs de leur côté ne demandaient qu'à s'en aller d'Allemagne, personne ailleurs ne voulait les laisser entrer*». C'est ainsi qu'en décembre 38 le ministre des Affaires Etrangères français Bonnet communiqua à son collègue allemand que la France portait un grand intérêt à la question juive en Allemagne. Ribbentrop lui ayant demandé quel pouvait bien être l'intérêt de la France, Bonnet répondit que le gouvernement français ne voulait plus accueillir de Juifs venant d'Allemagne et il demanda si le gouvernement allemand ne pouvait pas empêcher cette migration; en outre le gouvernement français voulait déjà expulser 10.000 Juifs. Ribbentrop lui rétorqua que tout le monde voulait se débarrasser des Juifs, mais la difficulté était qu'aucun pays ne voulait les accueillir. Hitler se payait ensuite ironiquement le luxe de plaindre les Juifs que le monde démocratique laissait tomber (2)!

«*Seule une faible partie des Juifs a pu partir - continue notre brochure. La plupart sont restés, malgré eux et malgré les nazis. Suspendus en l'air en quelque sorte. La guerre impérialiste a aggravé la situation à la fois quantitativement et qualitativement. Quantitativement parce que le capitalisme allemand, obligé de réduire la petite bourgeoisie pour concentrer le capital européen, a étendu la liquidation des Juifs à l'Europe centrale. L'antisémitisme*

avait fait ses preuves; il n'y avait qu'à continuer. Cela répondait d'ailleurs à l'antisémitisme indigène de l'Europe centrale, bien que celui-ci fut plus complexe (un horrible mélange d'antisémitisme féodal et petit bourgeois dans l'analyse duquel nous ne pouvons entrer ici).

En même temps la situation s'est aggravée qualitativement. Les conditions de vie [des Juifs expropriés et ruinés] étaient rendues plus dures par la guerre. (...) En temps «normal» et lorsqu'il s'agit d'un petit nombre, le capitalisme peut laisser crever tous seuls les hommes qu'il rejette du processus de production. Mais il lui était impossible de le faire en pleine guerre et pour des millions d'hommes: un tel «désordre» aurait tout paralysé. Il fallait que le capitalisme organise leur mort».

Notre brochure explique ensuite que le capitalisme allemand ne s'est pas décidé facilement à l'assassinat pur et simple, non pas par scrupule humanitaire, mais parce que cela **ne rapportait rien**. Il a essayé d'exploiter au maximum ses victimes, notamment en les utilisant comme main d'oeuvre servile dans les camps, etc. Il a essayé aussi de les vendre aux occidentaux (nous rappelons en particulier l'affaire Joël Brand que les nazis en pleine guerre avaient chargé de négocier l'émigration d'un million de Juifs). Mais les capitalismes occidentaux - soi-disant en guerre pour libérer les victimes du nazisme et restaurer la liberté - ne se souciaient absolument pas du sort d'un million de personnes et ils firent la sourde oreille.

«*Auschwitz ou le grand Alibi*» a été écrit en 1960; depuis les preuves se sont multipliées que les impérialismes «*démocratiques*» étaient parfaitement au courant des massacres commis par les nazis et qu'ils les ont **laissé faire**, bien qu'ils aient eu la possibilité de les empêcher. A la fin de l'année dernière des documents d'archives britanniques, rendus publics aux Etats-Unis au bout de 50 ans, ont permis de constater que les services anglais savaient dès juin 41 (et avaient transmis à leurs collègues américains à une date indéterminée) que les forces allemandes se livraient à des déportations et des massacres de Juifs (et autres) (3), mais qu'ils n'en parlèrent jamais publiquement. Selon un professeur américain, les anglais firent silence parce qu'«*en 41 Londres n'avait aucune intention d'ouvrir un contentieux avec Hitler sur la question juive. L'Angleterre était encore convaincue qu'il était possible de traiter avec le Führer. Et une vérité bouleversante comme celle des massacres en masse aurait modifié la situation*» (4).

Les organisations de secours juives fournirent aux alliés des informations détaillées sur les déportations, les voies ferrées et autres moyens de communication utilisés, les emplacements des camps de concentration, leur organisation, les troupes allemandes qui y étaient affectées, etc. Les organisations de résistance juives demandèrent instamment aux alliés de bombarder les voies ferrées qui menaient à Auschwitz; mais alors que ces derniers rassemblèrent des milliers de bombardiers pour des raids meurtriers sur des villes sans aucun objectif militaire, ils ne purent jamais en trouver un seul pour bloquer les convois emmenant les déportés vers Auschwitz (5)!

Dans un livre publié en 1984 «*The abandonment of the Jews, America and Holocaust, 1941-1945*» (6), un historien américain, David S. Wyman, a démontré sur la base de documents officiels que les forces américaines en Europe auraient pu dès 1942 intervenir pour sauver une bonne part des Juifs et non Juifs se trouvant dans les camps allemands, mais qu'ils n'eurent jamais aucune intention de le faire. Wyman écrit

dans l'avant-propos de son ouvrage:

«*Succinctement, voici les découvertes que je considère comme les plus significatives:*

1. Le Département d'Etat américain et la Foreign Office britannique n'avaient aucune intention de sauver un grand nombre de Juifs européens. Bien au contraire ils vécurent continuellement dans la crainte de voir l'Allemagne et autres pays de l'Axe remettre aux Alliés des dizaines de milliers de Juifs. Tout exode de ce type aurait poussé les puissances alliées vers des solutions - l'ouverture de la Palestine par les Anglais et l'accueil d'un plus grand nombre de réfugiés juifs par les Etats-Unis - qu'elles se refusaient à envisager. En conséquence, leur politique eut pour objet de faire obstacle aux possibles sauvetages et de modérer (sic!) la pression de l'opinion publique en faveur d'actions gouvernementales.

[Selon les normes juridiques habituelles, ce n'est donc pas seulement du délit de non-assistance à personne en danger, mais du crime de complicité au moins passive que doivent alors être accusés les Etats-Unis - t la Grande-Bretagne - NdlR]

2. C'est en novembre 42 que la nouvelle officiellement authentifiée de l'extermination systématique des Juifs fut rendue publique aux Etats-Unis [nous avons vu plus haut que les services secrets britanniques et vraisemblablement américains étaient au courant depuis plus d'un an - NdlR]. Concernant ces massacres, le président Roosevelt ne prit aucune mesure durant 14 mois et ne finit par agir qu'en raison de pressions politiques auxquelles il ne pouvait se soustraire et parce que la conduite du gouvernement en matière de sauvetage était sur le point de provoquer un vilain scandale.

3. L'Agence pour les réfugiés de guerre que le président mit alors en place pour sauver les Juifs et les autres victimes du nazisme ne reçut que des pouvoirs limités, presque aucune aide de Roosevelt, de ses ministres et de l'administration, et un financement public tout à fait inadéquat. (...).

4. En raison des procédures administratives appliquées par le Département d'Etat, 21000 réfugiés seulement furent admis aux Etats-Unis durant les trois et ans et demie pendant lesquels l'Amérique fut en guerre avec l'Allemagne. Cela représentait dix pour cent du nombre de ceux qui auraient pu être légalement accueillis en vertu des quotas d'immigration applicables au cours de cette période.

5. Une forte pression exercée par l'opinion publique aurait conduit à un engagement gouvernemental en faveur du sauvetage qui aurait été beaucoup plus ferme et serait venu plus tôt. Un certain nombre de facteurs entravèrent le développement de telles pressions. Citons, entre autres, les sentiments d'anti-sémitisme et d'hostilité à l'immigration qui étaient aussi répandus dans la société américaine de l'époque qu'ils étaient solidement représentés au Congrès; l'inaptitude (sic!) des médias à faire connaître les nouvelles de l'Holocauste, alors même que les agences de presse et d'autres sources d'information mettaient l'essentiel des renseignements à leur disposition; le quasi-silence des Eglises chrétiennes et de presque tous leurs dirigeants; l'indifférence de la grande majorité des personnalités du monde politique et intellectuel; et le fait que le président n'ait pas cru bon de s'exprimer clairement sur cette question»

Ce Wyman est un démocrate qui croit que son très démocratique pays est gouverné par la volonté populaire; mais en faisant l'énumération ci-dessus il révèle sans s'en apercevoir que cette «*volonté populaire*» est organisée par des forces,

entreprises ou institutions appartenant à la classe dominante; or, celles-ci, pourtant engagées sans aucun doute unanimement dans la mobilisation guerrière des masses populaires, se révélaient dans leur majorité indifférentes au sauvetage des victimes: c'est donc que cette indifférence exprimait l'**indifférence fondamentale** de la bourgeoisie américaine envers les **victimes** du nazisme contre lequel elle hissait pourtant le drapeau de la liberté et de la démocratie. Cette indifférence s'est manifestée même après la fin des hostilités, envers les dizaines de milliers de «personnes déplacées» survivantes comme nous le signalions dans notre brochure. Alors même que les récits des horreurs des camps de concentration nazis remplissaient les colonnes de la presse mondiale, un nombre non négligeable de Juifs resta internée dans les mêmes camps de concentration où ils avaient été conduits par les Allemands, sous le contrôle des mêmes gardiens et dans des conditions de vie et d'hygiène déplorables (le dernier camp ne fut fermé qu'en 1957!), personne ne voulant d'eux (7). La guerre était bien une guerre **impérialiste**, non une guerre de libération, et le capitalisme mondial n'avait pas de place pour ces millions de personnes, **non pas parce qu'elles étaient juives, mais parce qu'elles avaient été rejetées du processus de production, parce qu'elles étaient inutiles à la production** («Auschwitz...»). CQFD.

Au point 6, Wyman - qui, entre parenthèses, s'affirme chrétien pro-sioniste - critique les organisations juives américaines qui gaspillèrent leurs énergies dans des concurrences entre elles et qui, pas plus que les autres institutions bourgeoises du pays, n'accordèrent la priorité à sauver les victimes des nazis! Son livre établit que, par exemple, les sionistes étaient beaucoup plus intéressés à se servir des massacres pour justifier leur revendication d'un Etat juif en Palestine, que de sauver réellement des Juifs. Ceci est en ligne avec les prises de contact avant la guerre des sionistes avec le régime nazi pour organiser une émigration juive vers la Palestine qui aurait bénéficié au régime, les immigrants s'engageant à acheter des marchandises allemandes (8).

Au point 7, Wyman écrit à propos d'Auschwitz:

«En 1944, le ministère américain de la Guerre rejeta plusieurs appels réclamant que l'on bombarde les chambres à gaz d'Auschwitz et les voies ferrées qui y menaient sous le prétexte que de telles actions détourneraient des moyens aériens indispensables à la poursuite des opérations décisives que l'on menait ailleurs. Or durant la même période où ces appels étaient repoussés, de nombreux raids aériens massifs étaient exécutés par les américains dans un rayon de 80 km autour d'Auschwitz. Par deux fois, d'importantes formations de bombardiers lourds américains s'attaquèrent à des objectifs industriels faisant partie du complexe même d'Auschwitz, à moins de 8 km des chambres à gaz».

Dans son dernier point, Wyman écrit que la conduite des Etats-Unis a été cependant meilleure que celle de ses alliés comme la Grande-Bretagne et la Russie (on sait en particulier que l'armée russe resta l'arme au pied devant Varsovie, laissant les troupes allemandes tout le temps qui leur était nécessaire pour écraser l'insurrection du ghetto). La conclusion qu'il tire de son ouvrage accablant pour les Alliés est la justification d'un Etat sioniste.

AUSCHWITZ, GRAND ALIBI DE L'ANTI-MARXISME?

La conclusion que nous en tirons, nous, est la confirmation de ce que nous avons écrit il y a 37 ans et qui fait

tellement enrager les anti-fascistes démocrates. Oui, Auschwitz est bien utilisé comme un gigantesque et **scandaleux alibi** par les Démocraties occidentales qui ont **laissé faire le crime**. C'est le capitalisme mondial qui est responsable des massacres de la guerre mondiale, y compris du massacre des Juifs, Tsiganes et autres, et des déportations de peuples qui ont modelé la configuration européenne - et extra-européenne - de l'après-guerre. Tous ceux qui mettent en avant les horreurs d'Auschwitz pour prouver le caractère spécifique, unique et irréductible de la barbarie nazie, n'ont pas d'autre but que de **défendre le capitalisme** démocratique et humanitaire des Etats actuels.

Même Alain Bihir, un si incontestable lutteur contre le Front National et un si pointilleux dénonciateur de toutes les compromissions - vraies ou fausses - avec le fascisme? Surtout Alain Bihir! S'il vitupère en effet contre notre «*marxisme profondément dégénéré*» parce que nous concevons «*la démocratie (comme d'ailleurs le fascisme) comme des simples masques et instruments, interchangeable, de la domination bourgeoise*» (9), conception que nous n'avons pas inventée mais qui était celle, classique, du mouvement révolutionnaire communiste avant sa dégénérescence, c'est bien **contre le marxisme** en tant que tel qu'il combat: «*Plus fondamentalement, l'incapacité de l'idéologie ultra-gauche à rendre compte de l'entreprise d'extermination nazie sans doute révélé certaines lacunes du marxisme en général, notamment l'insuffisance de sa théorie du politique ainsi que son aveuglement traditionnel à l'égard de la "question juive" et de l'antisémitisme, donc l'insuffisance de sa théorie du religieux. Sans pour autant*

préjuger de la capacité d'un marxisme libéré de son carcan économiste à relever le défi théorique que continue à nous poser Auschwitz, etc.» (10). Que serait un tel marxisme, délesté de ses références à l'économie, et reconnu inopérant dans la question politique et idéologique (religieuse), sinon une plate adaptation aux idées dominantes, qu'elles soient politiques, religieuses ou idéologiques? Et en effet Bihir se lamente de la «*décroyance généralisée qui fait que tous les idéaux transcendants, les valeurs supérieures, les tabous même, qu'ils soient d'ordre moral, politique ou même religieux sont progressivement désinvestis, perdent de leur crédit, de leur consistance et de leur force de structuration psychologique (...)*» (Amen!), d'une «*sorte de relativisme généralisé, sur le plan moral, politique, mais aussi logique et gnoséologique: (...) il n'y a plus de critère permettant de distinguer clairement le vrai du faux, le réel de l'illusoire, le bien du mal*», et enfin de ce que, «*particulièrement chez les individus déstabilisés dans leur situation socio-économique, en proie au processus de marginalisation qui n'a cessé de s'étendre ou menacés par lui, ce défaut d'ordre symbolique peut contribuer à un repli réactif, à la formation d'une attitude de ressentiment, base psychologique de toute adhésion à des idées et à des mouvements d'extrême droite*» (ou comment, derrière l'imbuvable jargon psychologique, tomber dans l'économisme qu'on dénonce chez les autres!). Ce que Bihir décrit là, avec malheureusement beaucoup d'exagération, c'est un **affaiblissement de l'idéologie dominante** en reflet de l'aggravation des contradictions sociales qui ne peut que réjouir les révolutionnaires alors qu'il effraie les conformistes et les

conservateurs de tout poil. Il est éclairant que Bihir voie dans le phénomène de la prolétarianisation (sans employer le terme qui rappelle trop le marxisme) un **danger** parce qu'il cause une attitude de **ressentiment**. Ressentiment envers qui et quoi, sinon envers ce système social et politique capitaliste, envers ceux qui en sont les maîtres et envers ceux qui s'en font les idéologues et les défenseurs? Si Bihir se range à l'évidence avec ses amis parmi ceux qui se sentent menacés par ce ressentiment, il ment lorsqu'il affirme que ce ressentiment débouche sur l'extrême droite. Sans doute l'extrême droite a pour fonction de capter le ressentiment des couches **petites-bourgeoises** et même de certaines fractions prolétariennes préalablement intoxiquées par le chauvinisme et le mépris pour les masses les plus opprimées et c'est en ce sens qu'elle est une force précieuse pour la bourgeoisie même quand elle n'est pas utilisée comme troupe de choc anti-prolétarienne; mais fondamentalement ce «ressentiment» est à la base du réveil de la **lutte prolétarienne**, qui est le seul danger réel pour le capitalisme et sa superstructure politique (démocratie parlementaire).

Il est donc maintenant facile de comprendre pourquoi ni Bihir, ni un autre, n'évoquent notre dénonciation des impérialismes alliés; il leur serait en effet bien difficile de vanter les mérites absolus de la démocratie, antithèse du fascisme comme le bien l'est du mal, s'ils devaient reconnaître que les Démocraties ont laissé en toute connaissance de cause le nazisme commettre le crime qui fonde sa spécificité irréductible! Et comme ils ne peuvent rien opposer aux faits, alors qu'il est plus facile d'argumenter à

(Suite en page 6)

Fascisme, anti-fascisme et lutte prolétarienne (3)

Nous avons vu dans le dernier n° que le Parti Communiste d'Italie refusait le Front Unique avec le Parti Socialiste Italien, signataire aux côtés des fascistes et des représentants de l'Etat bourgeois du honteux «*Pacte de pacification*» destiné à désarmer la classe ouvrière face aux **attaques, légales ou extra-légales, de la réaction bourgeoise**; au début de 1922 le PSI tenta de favoriser la formation d'un gouvernement capable de «*restituer au Pays les conditions indispensables d'une coexistence pacifique des classes*». Cela ne signifie en aucune façon que la direction du Parti Communiste d'Italie, par purisme ou sectarisme, maintenait celui-ci dans une espèce de tour d'ivoire, comme par la suite centristes et staliniens ne cessèrent de l'en accuser. Au contraire, le Parti faisait tous ses efforts pour

Pour un front prolétarien de lutte

Les socialistes avaient affirmé que le pacte de pacification marquerait «*le début de la désagrégation des forces fascistes*» (Avanti, 9/8/21). Moins d'un mois s'était écoulé que l'offensive des chemises noires reprenait, plus que jamais soutenues par l'Etat et favorisées par le désarroi d'une partie de la classe ouvrière abusée par l'action pacifiste des socialistes. En août les petits épisodes de violence se multiplièrent, avant de faire place, en septembre, à une offensive de grand style. Le 10 septembre, lors de la «*marche sur Ravenne*», 3000 chemises noires parfaitement équipées, armées et encadrées mirent à feu et à sang les campagnes romagnoles; le gouvernement laissa faire. C'est seulement le 27 septembre, après la mort de 7 fascistes après une échauffourée avec la Garde royale qu'il lança un décret interdisant le port d'armes et les déplacements en autocars d'une province à

arriver à l'unité la plus large du prolétariat; mais, pour être réelle et effective, cette unité devait être basée sur la **lutte en défense des intérêts immédiats, économiques et autres, communs à toute la classe et compréhensibles par tout prolétaire, et non sur d'inévitablement illusoirs accords politiques au sommet entre communistes et socialistes, c'est-à-dire entre partisans de la révolution et adversaires de celle-ci**. C'était la différence entre le front uni à la base tel que nous l'entendions et le front uni politique tel que l'Internationale le mettra en application avec toutes ses conséquences désastreuses. (Les textes et documents que nous citons - de façon malheureusement abrégée ou partielle - sont tirés, sauf indication contraire, de Programme Communiste n° 46 et 47).

l'autre, qui eut pour **unique** effet de désarmer les ouvriers et les paysans. Il faudra cependant encore 10 mois pour que Ravenne soit conquise par les fascistes, grâce à l'action défaitiste du PSI et de la CGL. Fin septembre, le PSI refuse de s'associer au déclenchement d'une action nationale de protestation contre l'assassinat d'un député socialiste par les fascistes «*parce qu'il entend rester fidèle à son action de tout faire et de ne rien omettre de ce qui serait susceptible d'enrayer l'orgie de violence (...)*, c'est-à-dire non pas des protestations qui seraient l'occasion de violences nouvelles, mais une action consciente et tenace pour préparer la mobilisation civile des travailleurs!» Le PSI entendait probablement envoyer une énième pétition au gouvernement Bonomi; fin octobre, ce gouvernement que les socialistes ne jugeaient pas assez «*fort*», lance une circulaire ordonnant l'envoi d'environ 60.000 officiers en cours de démobilisation dans les centres

d'entraînement les plus importants avec obligation de s'inscrire aux groupes d'assaut fascistes dont ils devaient prendre le commandement avec un salaire égal à 80% de leur solde antérieure. Il n'en fallait pas moins pour accélérer le processus de centralisation et de disciplinisation déjà amorcé des groupes d'assaut et parachever la transformation des fascistes en instrument de défense de la classe bourgeoise parallèle à l'Etat lui-même.

Pendant que le fascisme se renforce, que les groupes d'assaut attendent que la putréfaction du PSI et de la CGL ait détruit l'ultime capacité de résistance des centres ouvriers ou même leur en ait ouvert la porte (il faudra attendre encore un an pour cela), l'attaque patronale se déclenche de façon systématique. Les 4 derniers mois de 1921 sont marqués par une foule d'agitations que l'opportunisme dirigeant la CGL réussit à en-

(Suite en page 6)

Polémique contre «Auschwitz ou le grand alibi» Les croisés de l'anti- fascisme démocratique à l'assaut du marxisme (Suite de la page 5)

l'infini contre une analyse et une explication matérialiste des événements (c'est précisément le métier des idéologues bourgeois), ils n'ont d'autre solution que le silence. Hostile au marxisme, respectueux de l'idéologie dominante avec sa morale et ses tabous, inquiet devant les dangers que font courir à la société actuelle les individus «déstabilisés dans leur situation socio-professionnelle et marginalisés», le démocrate anti-fasciste Bhir est donc bel et bien un **pro-capitaliste**, et ses confrères en chasse à l'ultra-gauche avec lui

EPILOGUE

Arrivés à ce point, peut-être certains lecteurs trouveront que notre démonstration est un peu trop littéraire pour être totalement convainquante. Après tout ce qui est important, c'est moins ce que les gens disent ou écrivent que ce qu'ils font. Or Bhir, en plus d'être sociologue et d'écrire des livres de sociologie, de collaborer de temps à autre au «Monde Diplomatique» ou de militer à «Ras l'Front», anime un bulletin politique, de tendance plus ou moins libertaire, «Contre le courant», qui donne la traduction pratique des orientations théoriques générales que nous venons d'évoquer.

«Contre le courant», qui suit le cou-

rant dominant, est démocrate anti-fasciste; c'est donc en toute logique qu'il est un adepte du Front Républicain, formule qui verrait se réunir tous les partis, de droite ou de gauche, qui sont attachés à l'ordre établi, à l'exception du F.N. Il a ainsi appelé à voter pour un bourgeois pour «faire barrage» à un bourgeois extrémiste, nous voulons dire un du Front National. La logique de ses positions l'a entraîné encore plus loin; puisqu'il est normal selon cette logique de soutenir un bourgeois démocrate contre un qui l'est moins, «C.I.c.» a jugé qu'il lui fallait soutenir, lors de la guerre du Golfe, les troupes de la coalition emmenée par les Etats-Unis pour réinstaller l'émir du Koweït sur son trône! «C.I.c.» s'est enrôlé dans la coalition impérialiste parce qu'il croyait et faisait croire que les américains allaient chasser Saddam Hussein de son trône et installer la démocratie en Irak; et il argumentait que la situation serait meilleure en Irak pour les révolutionnaires (hum!) quand la démocratie y régnerait. A nouveau, comme lors du deuxième conflit mondial, et d'innombrables guerres qui se sont livrées depuis, les idéologues démocrates avaient présenté cette guerre impérialiste comme la lutte du bien contre le mal, de la démocratie contre le fascisme (Hussein était décrit par la propagande occidentale comme un nouvel Hitler). Et «C.I.c.»-Bhir avaient joint sa voix à ce concert guerrier...

Voilà où mène et mènera toujours l'anti-fascisme démocratique: à se faire les complices ou les dupes de la classe dominante et du capitalisme.

(1) Il est facile de répondre que sup-

primer les coiffeurs n'aurait en rien amélioré la situation des épiciers, des médecins et d'aucune autre catégorie de la petite-bourgeoisie, tandis que la fermeture des épicerie et autres boutiques juives, l'interdiction aux Juifs d'exercer la médecine, etc. apportaient un soulagement immédiat à ces couches. Si nous parlons des médecins, c'est que c'était la profession comportant proportionnellement le plus d'adhérents au parti nazi.

(2) cf Raul Hilberg «La destruction des Juifs d'Europe», Ed. Fayard, p.340.

(3) Ces massacres étaient d'abord l'oeuvre des *Einsatzgruppen*, les «groupes d'intervention», qui firent leurs premières armes en Tchécoslovaquie, décrits ouvertement comme occupés à «purger les territoires libérés des traîtres marxistes et autres ennemis de l'Etat».

Dans les territoires conquis ils étaient chargés de liquider les militants des organisations prolétariennes et opposantes et ils furent aussi pendant un certain temps chargés de liquider les Juifs. cf Karl Dietrich Bracher, «Hitler et la dictature allemande», Ed. Complexe, p.472 et R. Hilberg, op. cit., pp. 236 et suivantes.

(4) cf L'interview de Richard Breitman dans «L'Expresso», 28/11/96.

(5) cf R. Hilberg, op. cit., p.733.

(6) Version française: «L'Abandon des Juifs. Les Américains et la solution finale», Ed. Flammarion, 1987.

(7) cf «Les camps pour personnes déplacées juives en Allemagne (1945-1957)», in «Vingtième siècle» n° 54 (avril-juin 1997).

(8) Il y avait en fait des divisions au sein du mouvement sioniste. Les organi-

sations traditionnelles et surtout leurs dirigeants étaient opposés à une émigration vers la Palestine qui n'aurait pas été approuvée par la Grande-Bretagne, tandis que le *Mossad* s'était entendu avec les autorités nazies pour organiser cette émigration «illégal». Du côté allemand les divisions n'étaient pas moindres; alors que la SS organisait cette émigration vers la Palestine, les Affaires étrangères et Hitler lui-même y étaient réticents pour ne pas indisposer les anglais et ils préféraient divers projets d'émigration «légal». cf Yehuda Bauer, «Juifs à vendre?», Ed. Liana Levi, 1996. Notons que ce professeur israélien affirme que l'émigration des Juifs était l'objectif premier du régime nazi jusqu'à l'automne 41 et que ce n'est que lorsque cette émigration devint impossible que le régime se tourna vers leur massacre. Mais même à ce moment, alors que la guerre faisait rage, un revirement aurait été possible écrit-il en relatant les tentatives, qui se heurtèrent à un refus des Alliés, des SS de se débarrasser de Juifs en les faisant émigrer en échange de telle ou telle contrepartie. Pour clore amèrement le chapitre correspondant de son livre, il reprend pratiquement les mêmes mots que notre brochure: «*En somme même si Himmler [le chef de la SS et l'organisateur de la solution finale] était prêt à "vendre" à certaines conditions, il n'y avait pas d'acheteurs.*»

(9) cf Lettre du 15/9/97 aux Editions Programme (en réponse à une protestation de notre part à «Contre le courant» contre la publication d'un article attaquant entre autres notre brochure).

(10) cf «Les mésaventures du sectarisme révolutionnaire»

Fascisme, anti-fascisme et lutte prolétarienne (3)

(Suite de la page 5)

fermer dans un cadre régional: grève nationale des ouvriers du textile et les travailleurs du bois en août et septembre, suivis par les métallurgistes de Lombardie. Lorsque ces grèves ont pris fin, ce sont les métallurgistes de Ligurie et Vénétie qui prennent le tour. La grève des métaux de Vénétie est à peine finie que l'assassinat d'un typographe à Trieste y déclenche une grève générale que les chefs syndicaux réussissent à arrêter au bout de 24 heures; en même temps se produit la grève générale anti-fasciste de Rome de novembre à laquelle la CGL met fin tandis que celle des cheminots du midi continue; on peut citer encore la grève générale à Naples, la grève de Turin, etc. Ce sont ces faits qui donnent toute sa valeur à la campagne pour le front unique syndical mené par le PC d'I. et qui est parallèle à sa campagne pour l'encadrement militaire des ouvriers. Mais le PSI qui a signé le pacte de pacification avec les fascistes, n'a aucune envie de répondre aux appels communistes pour l'unité syndicale et pour l'unification de toutes les luttes ouvrières autour d'une plate-forme revendicative nationale pour la défense du salaire, des 8 heures, des contrats en vigueur, de l'organisation économique des chômeurs.

Pendant la deuxième moitié de 1921, on assiste indéniablement à un durcissement et à une réorganisation de la défense ouvrière sur tous les fronts malgré l'action défaitiste du PSI et de la CGL. C'est la vigueur de la résistance ouvrière, beaucoup plus forte qu'il ne l'avait prévu, et insurmontable dans les grands centres qui contraignent l'ennemi à concentrer ses propres forces. Jusqu'en août 1922, il restera confiné en province et dans les zones agraires et ne réussira à

en sortir, au prix d'un grand effort, qu'avec l'aide de l'Etat et des traîtres sociaux-démocrates. Alors que les chefs socialistes avaient annoncé la décomposition des fascistes, ces derniers non seulement n'avaient pas abandonné les armes après la signature du pacte de pacification, mais s'étaient renforcés grâce à lui et avaient accentué leurs attaques contre le prolétariat. Cependant le prolétariat lui-même résistait et parfois même avait la force de passer à la contre-offensive sous l'action anti-pacifiste des communistes.

C'est ainsi qu'à Rome en novembre 21 les prolétaires soutenus et dirigés par le Parti communiste portaient un coup retentissant aux fascistes qui venaient y tenir leur congrès; ceux-ci en tireront la leçon en évitant désormais d'attaquer de front les centres ouvriers. Le 9 novembre un groupe d'assaut fasciste arrivant à la gare ouvre le feu sur des cheminots. Le «Comité de défense» formé par les 2 Bourses du Travail décide finalement devant l'indignation prolétarienne de déclencher une grève générale, tout en lui donnant un caractère légaliste. C'est seulement sous la pression vigoureuse des communistes que le Comité décide d'appeler à une grève générale illimitée jusqu'à ce que les fascistes aient quitté la ville. En dépit des menaces du gouvernement et de l'intervention des Gardes royaux pour tenter de faire circuler les trains et des ultimatums fascistes, la grève fut générale pendant 5 jours et s'étendit aux cheminots du midi. Finalement, après des affrontements qui firent 4 morts et 115 blessés parmi les ouvriers (dont 41 communistes), les fascistes durent quitter la capitale à la sauvette. Et quand le 24 mai de l'année suivante, les matraqueurs fascistes tentèrent encore de se rendre maîtres de Rome, c'est à nouveau des quartiers

prolétaires que partira l'étincelle d'une contre-offensive qui les boutera de la ville au milieu de la fureur populaire.

Tout cela prouve ce dont les prolétaires sont capables quand la lutte est menée jusqu'au bout, sans limites ni hésitations, à visage découvert, comme le préconisait le Parti communiste. Cette lutte à Rome avait été rendu possible par l'action du Parti Communiste qui depuis plusieurs mois s'efforçait de mobiliser les prolétaires dans une lutte unitaire contre les attaques tant patronales que fascistes. Pendant le Troisième Congrès de l'Internationale (juillet 21), Lénine cita en exemple de ce que devait être la tactique correcte, l'organisation, à l'initiative du Parti Communiste, d'une manifestation à Rome contre les fascistes qui avait réuni 50.000 ouvriers - de tendance communiste, socialiste ou républicaine - et 5000 anciens combattants en uniforme (1).

L'«Alliance du Travail»

La possibilité d'allier l'indispensable intransigeance politique avec la recherche de l'unité du front de lutte prolétarien est illustrée par l'activité du Parti Communiste d'Italie sur la question de l'«Alliance du Travail», véritable Front Unique syndical regroupant le syndicat majoritaire CGL (à direction socialiste), le syndicat des cheminots et le syndicat anarchiste USI. Pour éviter tout malentendu, il est indispensable de préciser que ces différents syndicats - tout comme leurs homologues dans les autres pays -, même s'ils étaient dirigés par des bonzes aspirant à la paix sociale ou par des non communistes toujours prêts au compromis avec les patrons ou l'Etat, étaient cependant encore d'authentiques **syndicats de classe**. C'est bien pourquoi le fascisme les détruira et que la démocratie, héritière du fascisme, admettra leur reconstitution formelle, mais en les vidant de tout contenu classiste en les liant par mille fils aux institutions et

structures de l'Etat bourgeois. Chose qui serait absurde aujourd'hui, il fallait donc à cette époque se donner l'objectif, non de désertir comme le voulaient les «gauchistes» du parti allemand K.A.P.D. qui préconisaient la constitution de nouveaux «syndicats rouges», mais de **conquérir** ces syndicats qui regroupaient les grandes masses et d'en chasser, fût-ce «à coups de bâton», les bonzes vendus à la bourgeoisie.

L'activité du P.C. est ainsi décrite dans un rapport adressé à l'Internationale en avril-mai 1922 qui est à la fois une défense de son action et une critique de certaines orientations en vogue à Moscou (2):

Histoire de la tactique suivie jusqu'ici par le Parti.

Le P.C. d'I., né à un moment très difficile, a du tout d'abord consacré la plus grande partie de son attention au travail d'organisation interne, et dans cette période, tout en travaillant et en faisant sa propagande partout, amené une tactique d'action indépendante pour la conquête de positions par le parti contre tous les autres partis.

Mais dès les premiers instants les conceptions tactiques du parti n'ont rien eu à voir avec les légendaires tendances volontaristes et putchistes qui lui sont parfois attribuées. Conscient d'être un parti de minorité, le P.C. d'I. n'a jamais cru qu'il était possible de préparer avec les forces encadrées directement par lui, le coup de main pour la conquête révolutionnaire du pouvoir. C'en est pas dans cette illusion, mais en raison de la nécessité même de son existence et de sa pénétration dans les masses que le P.C. d'I. a constitué son encadrement militaire et qu'il a mené des actions de guérillas contre les forces bourgeoises.

La tactique du P.C. d'I. a été complètement marxiste et son développement est en accord complet avec les résolutions du IIIe Congrès, qui ne sont pas une modification de tactique de l'I.C., mais qui représentent la véritable expérience des luttes prolétariennes.

Fascisme, anti-fascisme et lutte prolétarienne

nes dont dispose le mouvement communiste marxiste en Italie comme ailleurs, et qui se distingue nettement du révolutionnarisme romantique de certains groupes extrémistes. Preuve en est le contraste entre notre parti et les syndicalistes et anarchistes italiens.

Notre parti a donc tout de suite compris qu'une condition pour la réalisation de son programme révolutionnaire était «la conquête des grandes masses». En constituant à Livourne le «vrai» parti communiste, et en l'organisant sur des bases solides, on ne s'était donné que l'une des conditions révolutionnaires: il fallait réaliser l'autre, encadrer autour de ce parti la grande masse des prolétaires, dans ses couches les plus combattives.

Entre parenthèses: si nous repoussons la formule selon laquelle il faut conquérir la «majorité» du prolétariat, et si nous tenons à ce que ne soit pas dévaluée la fonction de réactif des minorités d'avant-garde organisées, nous croyons ne faire par là que préciser, sans en nier l'esprit, la portée de la tactique marxiste du IIIe Congrès.

La preuve de cette bonne orientation tactique du parti réside dans le fait qu'il a entrepris dès le début un travail syndical intense, dans lequel l'intervention constante dans toutes les questions même contingentes intéressant les travailleurs, s'accompagne de la claire directive révolutionnaire qui inspire tout son travail. Tout le parti, loin d'avoir des tendances à la K.A.P.D. pour la scission syndicale (3), fait sien le mot d'ordre de l'unification syndicale du prolétariat italien.

Mais le problème de toucher par notre propagande les masses contrôlées par les socialistes et les anarchistes s'est immédiatement présenté à nous, et il fut réalisé en pratique avant même de recevoir les documents du IIIe Congrès et du Congrès des syndicats rouges. L'étude de la situation italienne nous dicta notre plan tactique; mais loin de le suivre inconsciemment comme le suppose à tort le camarade Zinoviev dans son texte, nous l'avons nous mêmes élaboré et diffusé parmi les masses, en tenant compte naturellement des dispositions et des tendances de celle-ci. C'est de l'été 1921 que date la proposition formelle du Comité Syndical Communiste aux grandes organisations syndicales d'une action générale contre l'offensive patronale, conçue comme une grève nationale de toutes les catégories dirigée par une coalition de tous les syndicats. L'histoire de l'accueil fait à notre proposition se résume en quelques mots: obstructionnisme inflexible de la part des chefs syndicaux, sympathie toujours plus grande parmi les masses.

Avec cette proposition nous sommes devenus les initiateurs du front unique prolétarien, et dans le même temps, nous n'avons pas interrompu mais intensifié notre travail pour arracher des positions aux socialistes et aux anarchistes.

(...) Le développement de cette campagne a conduit à la formation de l'Alliance du Travail, qui comprend les grands syndicats nationaux. L'initiative fut prise en février par le Syndicat des Cheminots, qui avant de convoquer le syndicats voulut convoquer les partis dans le seul but d'information sur la proposition d'alliance des syndicats. (...) Nous nous sommes contentés d'envoyer aux cheminots une lettre disant que nous étions les initiateurs de l'Alliance syndicale et que celle-ci pouvait compter sur la discipline des communistes. L'initiative des cheminots coïncidait avec la crise ministérielle (...). Il était évident que les socialistes voulaient alors former un bloc prolétarien pour s'en servir afin de faire pression pour un gouvernement «de gauche».

La position indépendante du parti en tant que tel avait comme objectif de nous permettre de lutter contre ce plan en attaquant y compris l'Alliance du Travail au cas où elle dévierait de ses buts, sans toutefois en rompre l'organisation et la discipline comme coalition d'organisations de masse. Le

plan d'un «gouvernement meilleur» en Italie se traduit par une propagande du défaitisme parmi les masses, parce qu'il est présenté comme un moyen pour éliminer le fascisme et la réaction, invitant le prolétariat à abandonner toute résistance active. Donc si nous considérons utile que cette alternative se réalise, avant tout pour enlever au prolétariat cette ultime illusion et liquider l'influence des sociaux-démocrates, la tactique qui s'impose est celle de notre indépendance et de notre opposition constante à ce plan.

D'autre part, la constitution de l'Alliance du Travail était une concession faite à l'esprit d'unité d'action qui avait gagné les grandes masses, concession qui était faite par les éléments de droite précisément pour diminuer la pression de celles-ci et différer le moment où l'action se serait imposée. Nous devons lutter contre le danger que l'Alliance engourdisse les masses dans l'inaction. Donc dans le front unique nous était nécessaire non une position de compromis réciproque qui lie notre action à une formule commune, mais une liberté d'action et de propagande absolue qui ne soit pas menacée chaque jour par un chantage à la rupture.

Les socialistes et les anarchistes ayant été conduits à faire ce pas irrévocable de l'Alliance syndicale, qui se manifeste par des convocations de comités et de rassemblements de masse, nous avons élaboré les directives pour une propagande systématique, qui tend à agiter le contenu effectif d'action qui, selon les communistes, doit être donné à l'Alliance. Dans un manifeste du mois de mars nous en avons résumé les points fondamentaux. Pour ce qui est des objectifs, nous mettons en avant une série de revendications concrètes contre les manifestations tant économiques que politiques de l'offensive [patronale], parmi lesquelles en première ligne celle que les socialistes n'accepte pas: le refus de la réduction des salaires - en ce qui concerne les moyens, nous avançons la grève générale nationale et pour l'organisation de l'Alliance, nous demandons que celle-ci soit élargie sur la base d'une représentation directe des masses, avec de larges comités locaux où sont représentés tous les syndicats et avec la convocation d'un congrès national de l'Alliance du Travail (...).

Inconsistance et trahison socialistes

Après l'échec de la tentative de constitution d'un gouvernement de gauche, un gouvernement bourgeois «libéral» est institué fin février 1922, grâce à l'absence opportune des députés socialistes. En mai l'offensive des bandes fascistes reprend: le 1er mai elles occupent Ferrare pendant 2 jours; le 20 elles bivouaquent à Rovigo; entre le 27 et le premier juin elles s'emparent pratiquement de Bologne qu'elles ne quittent qu'après avoir signé... une trêve avec le préfet et obtenu la suspension d'un décret interdisant le déplacement des fascistes d'une province à l'autre. Le 24 mai elles tentent de s'emparer à nouveau de Rome; la grève générale est immédiatement proclamée par l'Alliance du Travail, mais elle est décommandée le 26 à la suite de l'intervention du gouvernement. A l'occasion des événements de Bologne, le Parti communiste avait lancé un manifeste que nous reproduisons ci-dessous car c'est un bon exemple de la façon dont il entendait la lutte contre les patrons en général et contre les fascistes en particulier:

PROLETAIRES! ORGANISEZ LE FRONT UNIQUE ET L'ACTION GENERALE POUR LA DEFENSE ET LA CONTRE-ATTAQUE CONTRE L'ENNEMI COMMUN!

Travailleurs, ouvriers et paysans d'Italie!

La réaction s'attaque avec une violence redoublée à vos positions et à vos organisations que votre ténacité et votre résistance ont maintenu sur pied grâce à des mois de

lutte trouble et désespérée. Les ouvriers de Bologne, les fermiers et les ouvriers agricoles de sa région sont une fois de plus les premiers à résister à l'attaque adverse. On veut détruire les organisations qu'ils ont créées et péniblement défendues, on veut effacer jusqu'au souvenir des conquêtes et des droits du prolétariat.

Le matraquage, les blessures, l'assassinat, l'incendie, le saccage, la terreur se répandent dans des provinces entières: telles sont les armes employées contre le malheureux et héroïque prolétariat bolognais. Mais de Bologne, la vague de la guerre anti-prolétarienne ouverte se prépare à envahir d'autres provinces. On veut faire tomber une à une toutes les positions qui résistent encore et qui représentent pour vous une possibilité et une espérance de contre-attaque. En même temps les industriels lancent l'attaque contre les métallurgistes pour les soumettre une fois de plus par la force à leur volonté, s'imaginant pouvoir annuler les accords et les pactes garantissant les conquêtes des autres catégories ouvrières une fois qu'ils seront venus à bout de l'avant-garde des métallurgistes.

Ouvriers et paysans!

Vos camarades, vos frères de Bologne, demandent votre aide! Vous savez que la lutte de Bologne vous concerne tous. Il faut stopper, dès le début, l'offensive de l'ennemi commun, il faut organiser contre elle une action générale en appelant à la rescousse toutes les catégories du prolétariat d'Italie. Il ne faut pas permettre à l'ennemi de démanteler une à une les positions défensives du prolétariat, pendant que les masses ouvrières assistent avec une rage vaine au spectacle. Vous serez encore les plus forts si, à l'offensive des groupes armés et des industriels, vous savez opposer vos forces unies en un seul faisceau et organisées dans un Front unique de contre-attaque prolétarienne. Le Front unique de la défense et de la contre-attaque doit devenir une réalité! C'est ce que vous devez exiger des chefs des organisations syndicales dans lesquelles se rassemble toute la force de la classe travailleuse; c'est ce que vous devez exiger de l'Alliance qui s'est constituée précisément dans le but de préparer et de diriger la lutte pour la défense et la revanche. L'ennemi concentre toutes ses forces sur un point du front prolétarien pour l'enfoncer et écraser tout le reste de l'armée prolétarienne: il faut donc répondre à l'attaque par une action générale. Les hésitations, les doutes, les manoeuvres dilatoires de type parlementaire ne profitent qu'à l'ennemi. L'ennemi ne peut être arrêté qu'en lançant contre lui tout le poids de la masse ouvrière décidée à la lutte.

Travailleurs, ouvriers et paysans d'Italie!

Faites sentir aux organismes qui se sont attribués la charge de vous diriger que telle est votre volonté. Dans vos assemblées, dans vos réunions, dans vos meetings, mettez les chefs face à cette responsabilité et exigez d'eux que l'Alliance du Travail remplisse sa mission.

Ne permettez pas qu'une fois de plus l'attaque ennemie se développe grâce à votre inertie et votre dispersion. Signez entre vous une pacte nouveau d'alliance pour la lutte suprême; faites que surgisse de la base et s'impose irrésistiblement le front unique de toutes vos volontés et de toutes vos énergies. Ce mot d'ordre vous est donné par le P.C. d'Italie qui est prêt à lutter au premier rang parmi vous avec toutes ses forces.

Vive la solidarité avec le prolétariat bolognais et avec les métallurgistes, avant-garde de tous les ouvriers et de tous les paysans d'Italie! Vive l'action générale pour la contre-attaque du prolétariat des campagnes et des usines! Vive le front unique d'action et de lutte de toute la classe ouvrière!

Le C.E. du Parti Communiste d'Italie.

Devant la poursuite des attaques fascistes et la reprise de la grève des métallurgistes, la CGL est contrainte à réunir d'urgence son Conseil national au début juillet. Les intentions de ses dirigeants

socialistes du syndicat sont claires: arrêter la grève des métallos et favoriser les manoeuvres en cours du groupe parlementaire socialiste pour une solution gouvernementale (le gouvernement Facta venait de démissionner). De leur côté les communistes estiment que la grève en cours dans la métallurgie doit être le point de départ d'une action d'ensemble débouchant sur une grève générale. Au Conseil national, c'est la motion de la direction dont la perspective essentielle est PS à autoriser son Groupe parlementaire à soutenir «tout gouvernement garantissant la restauration des libertés élémentaires» et les revendications immédiates du prolétariat qui l'emporte par 537.000 voix contre 250.000 à la motion communiste (chiffre d'ailleurs falsifiés) condamnant l'orientation attentiste des dirigeants «comme contraire aux principes et aux exigences de la lutte de classe» et appelant à la lutte générale.

Pendant tout le mois de juillet les exactions fascistes ne cessent de s'amplifier et s'approchent des grands centres industriels du nord, déclenchant des poussées de lutte ouvrière habituellement sabotées par les réformistes. L'effervescence prolétarienne est telle que l'Alliance du Travail se résout enfin à préparer la grève générale pour le premier août. Un «Comité d'action secret» est chargé de préparer dans une discrétion absolue ce qui apparaissait comme l'action décisive de la classe ouvrière et c'est l'appareil clandestin du PC qui est chargé de transmettre les consignes. La grève fut effectivement totale; cependant le gouvernement et les fascistes avaient pu prendre leurs dispositions pour en limiter les effets car un journal social-démocrate de droite avait vendu la mèche quelques jours auparavant.

Dès le 3 août l'Alliance du Travail décida l'arrêt de la grève. Mais la reprise du travail ne fut que partielle, car dans la plupart des villes industrielles l'ordre de reprise avait créé désarroi et confusion: à Milan, Gênes, Ancône, Parme, Bari et d'autres centres, la grève continue, s'accompagnant d'épisodes héroïques de lutte armée contre les forces coalisées de l'Etat et des fascistes. A Bari il fallut même l'intervention de la marine militaire pour déloger les ouvriers de la vieille ville; à Parme les ouvriers résistèrent plusieurs jours derrière les barricades aux attaques fascistes. A Gênes et à Ancône la résistance fut aussi violente. Mais en dépit de ces combats d'arrière-garde, la grève générale se terminait sur une défaite de la classe ouvrière. C'est cette défaite qui est la véritable cause de la prise du pouvoir par les fascistes.

Comme le rappelait le Parti Communiste la grève n'avait pas été brisée par les fascistes (les fascistes avaient lancé un soi-disant «ultimatum» pour la reprise du travail sous 48 heures), mais par ceux qui en étaient à la tête, par les dirigeants socialistes de la CGL. L'Alliance du Travail avait proclamé la grève générale pour la faire coïncider, à la demande du Parti Socialiste, non avec un épisode retentissant de la lutte prolétarienne, mais avec une trouble manoeuvre parlementaire. Le Parti communiste avait demandé que l'opportunité et la nécessité de la grève soient proclamées à l'avance, l'ordre précis étant donné ensuite de façon secrète, pour qu'elle ne constitue pas une surprise pour le prolétariat, mais le trouve matériellement préparé. L'Alliance du Travail n'en avait rien fait, et quant au secret, nous avons vu comment il avait été respecté.

Les leçons de ces événements sont claires et sans équivoque: la voie de la lutte ouverte, de masse, contre les attaques fascistes et patronales est incompatible avec la voie démocratique, qui

(Suite en page 8)

Fascisme, anti-fascisme et lutte prolétarienne

(Suite de la page 7)

met au centre l'activité parlementaire et l'action au sein des institutions étatiques. L'illusion créée par cette dernière avait désorienté et paralysé la lutte prolétarienne; mais la première ne pouvait être préparée qu'en condamnant toute illusion démocratique, tout légalisme et tout pacifisme, et en organisant la guer-

re de classe. La voie que proposait le Parti communiste paraissait sans doute rude et difficile, mais en réalité c'était la seule qui pouvait aboutir.

La démonstration en a été donnée, non pour le seul été italien de 1922, mais pour tout tous les pays et toutes les époques, par la honteuse faillite de l'antifascisme parlementaire.

(1) cf son «Discours à la conférence

des membres des délégations allemande, polonaise, tchécoslovaque, hongroise et italienne du 11 juillet 1921» (Tome 42, p.338 et suivantes). Nous citons cette appréciation parce que le IIIe Congrès connu une lutte de Lénine et les autres dirigeants bolchéviques contre un infantilisme de gauche («théorie de l'offensive»), auquel le PC d'Italie, dont les divergences avec l'Internationale étaient connues, fut souvent assimilé à tort.

(2) cf «Storia della Sinistra Comunista», vol. IV, p.355.

(3) Le K.A.P.D. était le Parti Communiste Ouvrier Allemand, scission de gauche du PC officiel.

Il préconisait l'abandon des syndicats traditionnels et la création de nouveaux syndicats sur des bases révolutionnaires. Cette orientation était justement combattue par l'Internationale car elle revenait à isoler les révolutionnaires des grandes masses présentes dans les syndicats classiques et à laisser celles-ci sous l'influence des bonzes syndicaux réformistes.

Correspondance

Les luttes des dockers

Comme tous les prolétaires, les dockers subissent partout les attaques incessantes de la bourgeoisie depuis une vingtaine d'années. Dans de nombreux pays, impérialistes inclus, ils ont même perdu leur statut (1) qui faisait de leur corporation une aristocratie ouvrière et, en conséquence, une grande partie de leurs privilèges. Devenus salariés, ils ont dû reprendre ou continuer sur de nouvelles bases les luttes qui restent en général défensives et se transforment souvent en défaites car sans lendemain (excepté Liverpool) ou parce que sans réelles perspectives de classe ou parce que corporatistes, mais surtout parce que trahies par les bonzes syndicaux. Néanmoins, leur nombre est en hausse constante depuis deux ans à travers le monde. Preuve en est avec, entre autres, les exemples récents en Suède, aux USA, au Canada ou au Japon en solidarité avec leurs pairs de Liverpool; en Grèce (grève générale des marins et des ouvriers des docks et du transport le 23/1/97); en Algérie, au Liban, au Brésil ou en Jamaïque pour les salaires; en Nouvelle-Zélande contre la mise en application d'un système à la britannique; ou encore en Nouvelle-Calédonie, en France ou en Grande-Bretagne pour des raisons que nous allons voir.

En Nouvelle-Calédonie

Cette colonie française est secouée par de nombreux conflits depuis le 01/04/96, date de la mise en application d'une nouvelle réforme de la manutention portuaire qui ne convient pas aux dockers. Le dernier en date s'est déroulé les 2 et 3/04/97 quand les 42 dockers occasionnels ont débrayé et bloqué les accès du terminal des conteneurs pour réclamer leur intégration au sein des trois sociétés d'aconage locales (Chalandage: 33 mensualisés; Sofrac: 25 et Sato: 12). Au lieu de les défendre et d'étendre la lutte aux autres ouvriers du port, à commencer par les dockers mensualisés, et de mettre en avant d'autres revendications, notamment pour faire face au fort taux de non-emploi (57%), les délégués font cesser la grève afin d'obtenir des négociations avec le patronat et la mise en place... d'une nouvelle convention collective dans l'avenir.

En France

Dans l'Hexagone, depuis la mise en application du statut de 92 (2) et du «grand ménage» obtenu par le patronat de la manutention portuaire grâce à son Etat et ses valets pour le plus grand bénéfice de toute la bourgeoisie, les luttes se faisaient rarissimes; les dockers ayant dû faire face à de nouvelles données. En effet, en plus de former une corporation éclatée géographiquement et à l'activité irrégulière, ils se sont retrouvés éparpillés dans des sociétés privées avec des effectifs variables, avec des salaires diminués basés sur un temps

de travail réellement effectué et calculés non sur un taux journalier mais horaire, soumis à un patronat offensif et répressif car libéré en grande partie des contraintes de l'Etat et de la FNPD-CGT (3), avec un pluralisme syndical au lieu du quasi monopole de la CGT (4), avec un effectif national toujours moindre où de nouveaux ouvriers, ne venant pas que de familles de dockers, sont arrivés, etc... Mais aujourd'hui, il semble qu'ils aient digéré la transition car les conflits se multiplient depuis quelques temps, notamment avec deux grèves nationales lancées dernièrement par la Fédération CGT.

Les mots d'ordre sont la revalorisation des salaires et l'ouverture de négociations sur la r.t.t. (réduction du temps de travail) le 19/02. Le 04/04, ce sera parce que «l'UNJM (5) n'a pas accepté d'ouvrir une négociation sociale nationale», la CGT, «souhaitant négocier sur les salaires, la r.t.t. à 35 heures sans perte de salaire, une cessation anticipée d'activité à 55 ans et pour l'emploi» (6), mais aussi à la suite de conflits locaux comme au PAH (Port Autonome du Havre) où le mouvement a débuté le 25/3.

Au P.A.R.

Dans ce port, ce sont ces revendications qui sont à l'origine des grèves perlées qui le paralysent. Les cadences sont ralenties, les escales de navires allongées d'un tiers et la qualité du travail est en baisse. C'est un coup dur pour les bourgeois concernés car «le port enregistre ou s'apprête à annoncer d'importants succès commerciaux» selon le directeur du PAH (7). Mais l'UNIM refuse néanmoins de négocier car «la santé financière des entreprises ne permet pas d'embaucher et d'augmenter les salaires». Le conflit prend alors de l'ampleur: des entreprises du transport maritime de fret comme Maersk, OOCL et Sea-Land, qui comptent parmi les plus importantes dans le monde, menacent d'un boycott «si le conflit dure»; les Sud-Coréens qui commencent à venir détournent leurs navires; des Américains mettent en stand-by un énorme contrat; des centaines de poids lourds sont bloqués, ce qui met en rogne les exploiters du transport routier qui crient au déficit, à la faillite comme à chaque grève qui les concerne directement ou indirectement; etc... La chute du trafic qui fut de 30% pour les trois premiers jours, continue. Le GEMO (8) n'hésite pas à dire que ses membres en viendront au lock-out si «ces actions illégales (...) ne reposant sur rien, les salaires des dockers havanaient étant supérieurs à la grille des rémunérations nationales» continuaient (9). On voit bien encore ici tout le mépris qu'ont les bourgeois pour les prolétaires, notamment en matière de salaires et d'embauches.

Le 08/4/97, les ralentissements de cadence sont remplacés par des débraya-

ges d'une heure dans chaque équipe (shift) et le refus de travailler de nuit. Il y a aussi le refus de travailler le week-end mais cela ne se fera pas car, le 10, le conflit va s'arrêter. La CGT va obtenir une négociation avec l'UNIM, qui commençait à appeler à des négociations au niveau de chaque entreprise, le... 13/5. Les bonzes syndicaux ont encore frappé! Et depuis, les détracteurs du mouvement n'hésitent pas à dire qu'il s'agit d'actions organisées par la FNPD afin de reprendre le contrôle des ports du pays, voire par une minorité de dockers locaux mafieux. Ces derniers formeraient 20% des effectifs du PAH et tremperaient dans toutes les magouilles sur le port selon les médias contrôlés, dirigés et engraisés par la classe dominante. Cela porterait à rire si ces dires n'étaient pas de graves accusations contre des travailleurs. De toute façon, ou bien la bourgeoisie ment parce qu'elle a fait le ménage chez les dockers en 92 et ses propos sont scandaleux ou alors elle ne ment pas et prouve, que lors du changement de statut, elle a licencié plus par rapport à la lutte des classes qu'à certaines pratiques qui existaient auparavant dont elle profitait et profiterait donc encore. En fait, il s'agit surtout pour elle de discréditer le mouvement en le salissant et d'avoir un alibi pour renforcer les effectifs de sa police sur le port en attendant sa victoire lors des négociations du 15/5 face aux partenaires sociaux de la FNPD-CGT, à moins que d'ici là les luttes reprennent...

Les ports jaunes

Trois ports ne connaîtront ni grève, ni débrayage les 19/2 et 04/4, ni aucun conflit d'ailleurs depuis des années. Tout d'abord, au Port Autonome de Dunkerque où les dockers qui ont été gardés pendant ou embauchés depuis le changement de statut, sont avec leur syndicat, le CSOPM (10), les alliés de leurs exploiters. Cela n'est pas étonnant lorsqu'on se rappelle de la phrase citée par B. Gouvart, leader du CSOPM, en 92: «lorsque tout aura été résolu (NdlR: sur le statut de 92), ce sera parti pour des années, des générations (NdlR: pour le PAD)» (11). En effet, il faudra certainement du temps avant de revoir des conflits de classe dans ce port.

Et à Brest et au PA St-Nazaire, mais pour une toute autre raison: dans chacun de ces ports, les dockers ont créé leur propre entreprise de manutention. En conséquence, dans ces ports où ils faisaient déjà très rarement grève sous le statut de 47, ils ne la font plus du tout, voire même ils la brisent comme à Brest en 93 où les rares dockers devenus salariés ont perdu un conflit contre leur patron suite à la réaction des dockers - la majorité - devenus autogestionnaires qui ont continué le travail et ont même fait le leur.

Au PASN, les dockers, qui avaient envoyé un communiqué de soutien le 03/7/92 au PAD pour «l'initiative coura-

geuse de B. Gouvart et des dockers dunkerquois de la CSOPM», prouvant qu'entre jaunes ils se sont toujours compris, ne font que confirmer ce que nous écrivions, à savoir que «lorsqu'éclateront de nouvelles grèves de dockers, comme c'est inévitable même si ces derniers sont encore des privilégiés, au niveau des salaires et sur d'autres points, les autogestionnaires joueront les jaunes pour que St-Nazaire récupère les navires détournés des ports en lutte» (12).

Tous ces gens, Denigot en tête, qui a fait de la propagande pour le GSED (13) en rédigeant le chapitre «Docker à St-Nazaire» dans le livre «Travailler deux heures par jour» (Ed. Seuil) sans craindre les contradictions, n'ont jamais changé de camp comme on pourrait le croire. Mais à la différence près, c'est que s'ils doivent faire face à la concurrence en haut (existence d'autres entreprises privées), ils contrôlent la concurrence en bas (travail des dockers). En effet, ils ont ouvert une école de dockers, ont signé des contrats qui permet à leur société d'être la seule à pouvoir employer des occasionnels et qui leur permet de pouvoir travailler également pour les autres entreprises nazairiennes de manutention. Ainsi ils maîtrisent totalement l'immédiat et le futur de la profession et ont le monopole dans le travail au PASN au grand bonheur de la bourgeoisie toujours prête à faire quelques concessions quand cela sert à conserver ou accentuer sa domination.

A Liverpool

Dans l'ancien grand port à l'embauchure de la Mersey, qui fut le plus important de Grande-Bretagne et qui est aujourd'hui victime de sa mauvaise position géographique par rapport au développement économique et historique du pays, le conflit a débuté en août 95 quand l'une des six sociétés de manutention, la Torside Ltd, sous-traitante de la MDHC (Mersey Dock and Harbour Company), annonce le licenciement de 20 dockers qui voulaient le paiement de leurs heures supplémentaires, et les remplace par des ouvriers temporaires. Alors, dans la plus pure tradition trade-unioniste, un syndicat officiel organise un vote pour savoir si oui ou non les dockers sont prêts à empêcher ces licenciements par la grève. Le «oui» l'emporte à 90%. En représailles, la Torside menace de se liquider. Le 26/9, elle annonce sa fermeture et licencie ses 80 dockers. Le 28/9, alors que ces derniers organisent un piquet de grève, 500 dockers de la MDHC qui refusent de le traverser sont licenciés à leur tour par leur société. Le 9/10, alors que ces 500 dockers ont accepté de reprendre le travail sur le mot d'ordre de leur syndicat, la MDHC leur interdit l'entrée du port.

Le 20/10, la MDHC propose la réintégration de 150 dockers et une prime de départ de £ 10.000 pour les autres; les dockers refusent à l'unanimité. Alors, pour faire face à la chute impressionnante du trafic et aux départ de clients vers d'autres ports britanniques, la MDHC signe le 23 octobre des Contrats Temporaires de Travail à des briseurs de grève employés par une société, la Drake

La lutte des dockers

International and PDP (Services). L'emploi de ces jaunes confirme ce qu'écrivait Engels: «*la concurrence est l'expression la plus achevée de la guerre de tous contre tous qui domine toute la société bourgeoise moderne. Cette guerre, livrée pour la vie, pour l'existence, pour tout, autrement dit une lutte à mort dans certains cas, met aux prises non seulement les diverses classes de la société, mais encore les différents membres de ces classes. Chacun se dresse sur la route de l'autre, et chacun s'efforce donc d'évincer ceux qu'il trouve sur sa route pour prendre leur place. La guerre joue entre les travailleurs, comme entre les bourgeois*». Mais le départ et le licenciement de certains de ces «dockers» jaunes - deux rejoindront les grévistes - en raison de leur refus de travailler pour des salaires beaucoup plus bas (à l'instar de ce qui s'était passé auparavant à la Norse Irish Ferries où tous les jaunes ont été licenciés pour avoir refusé de travailler pour des demi-salaires), démontrera aussi la justesse d'Engels qui ajoutait dans ce même livre de 1845 intitulé... «*La situation des classes laborieuses en Angleterre*»: «*il n'y a qu'une barrière à cette concurrence entre les ouvriers: aucun d'eux n'acceptera de travailler pour moins qu'il ne lui faut pour vivre*».

Par la suite, la MDHC va tenter trois fois encore d'acheter les dockers en offrant des emplois à certains et des primes de licenciements à la majorité d'entre eux. A chaque fois, c'est un refus unanime des ouvriers lock-outés.

Le conflit de Liverpool côté patronal

En fait, il s'agit d'une énième attaque du patronat de la manutention contre les derniers dockers de Grande-Bretagne puisque la profession n'existe plus en tant que telle (14) depuis le 03/7/89, date à laquelle le statut de 47 modifié en 67, qui permettait aux dockers d'avoir le monopole sur l'emploi, et le *National Dock Labour Scheme*, organisme national qui contrôlait les comités paritaires sociaux s'occupant eux des questions relatives à la corporation (licenciements, recrutement, droit disciplinaire, etc...), ont été abolis. Excepté à Liverpool où ce même patronat veut donc instituer ce qui est devenu courant dans les autres ports du royaume: la non-reconnaissance des délégués et des droits syndicaux et l'affaiblissement du syndicat TGWU, la suppression du salaire minimum (15), l'intensification du temps de travail journalier et hebdomadaire ainsi que de la productivité, le non-paiement d'une partie des heures supplémentaires, le non-respect de la sécurité et de l'hygiène dans le travail, l'exploitation d'ouvriers liés par des CTT (Contrats de Travail Temporaire) draconiens ou travaillant en «extras» encadrés par de rares ex-dockers professionnels, la possibilité de rompre les contrats en cas de grève...

Ce n'est pas la première fois que cela arrive. La MHDC, qui a reçu des subventions de l'Europe de l'ordre de 13,3 millions de Livres depuis 1989, avait déjà mis en place en 93 des CTT de 90 jours pour les occasionnels. Et depuis, si elle a également tenté de rogner sur les salaires et les conditions de travail, elle a réussi à faire passer la journée de travail (non officiellement) de 8 h (durée quotidienne sous le statut de 47) à 10 voire 12 heures avec des *shifts* plus longs. Cette grève a été une opportunité pour le patronat manutentionnaire de Liverpool et de la MDHC, qui promettait à ses clients un port opérationnel deux semaines après le licenciement des 500 dockers, en voulant imposer des CTT, des primes de licenciement, 3 jours de congé annuel en moins, le maintien des jaunes au travail..., pour terminer le

travail effectué en 89 par la bourgeoisie dans un pays où le taux des sans-emplois est peut-être d'environ 7 % mais où le salarié au chômage ne touche qu'une allocation dérisoire durant 6 mois, où il n'est pas rare d'avoir deux ou trois jobs différents pour pouvoir survivre, où le monde-piété n'a jamais aussi bien fonctionné, où les magasins du genre Crazy George's sont à la mode alors qu'ils font scandale en France, où le nombre des sans-abris est impressionnant, où de nombreux jeunes issus du prolétariat vivent d'expédients et en marge de la société avec un mode de vie proche de ceux des beatniks et des Gitans, où règne l'univers des films de Ken Loach dans une très grande partie du prolétariat.

(1) Voir «Le Prolétaire» n° 420. Parmi les pays concernés, on peut

citer: l'Italie, la Grande-Bretagne, la Nouvelle-Zélande, la France, le Portugal, l'Australie...

(2) Voir les n° 416; 420 et 424 de «Le Prol.»

(3) Fédération Nationale des Ports et Docks C.G.T. Voir «Le Prol.» n° 416;

(4) Rares étaient les ports où existaient un autre syndicat. Voir «Le Prol.» cité en (2).

(5) Union Nationale des Industries de la Manutention Portuaire. C'est le syndicat patronal de branche.

(6) «Le Marin» du 28/3/97.

(7) «Le Marin» du 04/4/97.

(8) Groupement des Employeurs de Main d'Oeuvre. Union patronale locale. Les noms de ces unions varient selon les ports. Voir n° déjà cités du «Prol.»

(9) Selon le patronat, relayé par sa presse, le salaire moyen d'un docker serait d'environ 20 000 Fr net/mois + les vols, le reel et autre magouilles. La vérité, c'est aujourd'hui ils gagnent beaucoup moins

(14 000 Fr brut) et que les dockers embauchés sous le statut de 92 touchent 6 500 Fr net/mois + les heures supplémentaires.

(10) Chambre Syndicale des Ouvriers du Port Mensualisés. Voir n° déjà cités du «Prol.»

(11) «Le Marin» du 16/10/92.

(12) Voir article «le cas de St-Nazaire» in «Le Prol.» n° 420.

(13) *Groupes de Salariés pour l'Economie Distributive* organisation à tendances libertaire et pacifiste prêchant que les méfaits du capitalisme ont leur origine dans la sphère de la distribution

(14) Pour d'autres infos sur les dockers britanniques, voir «Le Prol.» n° 420.

(15) «Tory» Blair et son *New Labour* ont promis d'en restituer un. La promesse électorale sera-t-elle tenue? Et à quel taux (net)?

(à suivre au prochain numéro)

Il y a 60 ans Les journées de mai à Barcelone

(Suite de la page 1)

Tandis que se poursuit la progression des régiments franquistes, les républicains, déjà assurés de la solidité de leurs forces reconstituées et de l'impuissance révolutionnaire de l'anarchisme et du POUM, entament l'étape du **désarmement** des milices ouvrières «incontrôlées». A Barcelone ils se heurtent à la volonté de résistance courageuse et décidée du prolétariat qui, pour la deuxième fois en dix mois, prend les armes pour se défendre contre l'attaque de l'ennemi de classe, qui, cette fois se présentait sous le masque trompeur de la **démocratie**.

Le prolétariat réussit une fois de plus à maintenir ses positions dans la métropole catalane: il ne fut pas battu dans l'affrontement militaire; ce sont ses propres dirigeants, **anarchistes**

et **poumistes**, qui le persuadèrent de baisser les armes au nom de l'«**unité anti-fasciste**» et de la «**réconciliation de toutes les forces ouvrières**». Une fois le prolétariat désarmé politiquement et matériellement, désorienté et trahi, les forces de l'Etat pourront alors se jeter sur lui, donnant libre cours au cannibalisme de la contre-révolution démocratique: arrestation et massacre de milliers de révolutionnaires prolétariens aussi bien à l'arrière qu'au front.

Des mois plus tard, alors que cette tâche de **police contre-révolutionnaire** était terminée, le gouvernement de la république proposera un nouvel accord de paix et de «**réconciliation nationale**» aux forces franquistes. Assurées de la proximité d'une victoire totale, ces dernières repoussèrent cet appel. Il faudra attendre 40 ans pour que les héritiers du franquisme entendent cet appel et confient aux contre-révolutionnaires démocrates d'hier la tâche de

réaliser sans heurt la **démocratisation** du régime bourgeois en Espagne.

A chaque camp ses morts. Les ouvriers qui tombèrent sous les feux croisés de la réaction, qu'elle soit franquiste ou républicaine, ne sont pas dans le camp de la démocratie. Tôt ou tard ils seront vengés, non par cette démocratie qui les désarma ou les massacra, mais par la **révolution et la dictature du prolétariat** qui doit exercer sa terreur rouge non seulement sur la bourgeoisie et ses agents fascistes, mais aussi sur les bourgeois et petits-bourgeois démocrates et leurs agents opportunistes, soi-disant «socialistes» et «communistes».

Pour vaincre demain, la classe ouvrière devra rejeter tous les mensonges contre-révolutionnaires de la «défense de la démocratie», de l'«unité anti-fasciste», de l'unité avec tous ces partis «ouvriers» qui sont les agents de l'ennemi de classe, et reconstituer son propre organe de direction et de combat, le parti communiste véritable, internationaliste et international.

Anti-parlementarisme primaire

Au cours des pourparlers qui ont précédé la formation du nouveau gouvernement de gauche, un des points centraux des négociations entre le PC et le PS a été, selon la presse, la question de la revalorisation du SMIC. Bien qu'une telle revalorisation soit traditionnelle au début de chaque gouvernement, Jospin ne voulait prendre aucun engagement; de son côté le PCF, soucieux de préserver son image auprès de sa clientèle, demandait une augmentation de... royalement 500F, alors même que son programme électoral prévoyait 1000F!

Pour juger à leur juste valeur ces discussions d'épiciers, on peut peut-être regarder ce que vont gagner les députés qui viennent d'être élus.

L'indemnité de base de tout député est de 41.000 F par mois, à laquelle il faut ajouter 34.477 F de frais de secrétariat à libre disposition ainsi que 40.767 F pour leurs frais de collaborateurs - soit un total de 116.344 F par mois. Il ne faudrait pas oublier en outre la gratuité des transports, courrier, téléphone, etc., et la mise à disposition gratuitement d'un studio, ou le versement à vie d'une pension de 9.303 F pour tout ancien député; enfin, délicieuse cerise sur ce gâteau, les députés ont la possibilité d'emprunter jusqu'à 500.000 F au taux ultra privilégié de 2%! Nous n'avons entendu aucun défenseur du réalisme économique et de l'inévitable rigueur budgétaire critiquer ces largesses et

celles dont jouissent les autres élus (dont les gouvernements de gauche sont en très grande partie à l'origine): sans doute jugent-ils qu'un honorable élu du peuple a des besoins naturels bien supérieurs à ceux d'un smicard ou d'un R.M.Iste... En tout cas on voit que les avantages de la démocratie bourgeoise se comptent en espèces sonnantes et trébuchantes et pas seule-

ment en idéaux élevés!

La classe ouvrière fera oeuvre de salubrité en liquidant ces sources de prébende et toutes ces structures parasitaires de la démocratie électorale qui n'ont d'autre but que de masquer la véritable nature, intégralement bourgeoise et essentiellement dictatoriale, de l'appareil d'Etat.

La conscience selon la conception matérialiste

«D'une manière générale, camarades, qu'est-ce que la conscience?»

C'est la chose la plus paresseuse, bien que ce soit le psychisme humain. Les subjectivistes - nos socialistes-révolutionnaires- considèrent que tout était mû par la conscience. Cela est faux. Si vraiment la conscience était un facteur de progrès, il n'y aurait eu ni cette guerre, ni ces humiliations, ni ces crimes... Si la conscience faisait progresser les hommes, ils l'auraient compris depuis longtemps et auraient envoyé au diable les classes dominantes. Pourquoi cela ne s'est-il pas fait? Parce qu'en fait la conscience est le facteur le plus paresseux de toute l'histoire. Il faut que les faits matériels extérieurs poussent, frappent les peuples et les classes dans le dos, sur le cou, sur les tempes, pour que cette damnée conscience se réveille enfin et se mette à clopiner derrière les faits.»

Léon Trotsky; «A la garde de la révolution mondiale» (1918) - Ecrits militaires, p.441.

Aux Editions Programme
(192 pages - 60 FF)

«BILAN D'UNE REVOLUTION»

- Les leçons d'Octobre 1917
- Les fausses leçons de la contre-révolution de Russie
- L'économie russe d'Octobre à nos jours

«ELÉMENTS DE L'ÉCONOMIE MARXISTE»

- EN PRÉPARATION -
- 156 PAGES -

COMMANDE AUX EDITIONS PROGRAMME

Corée du Sud: un grand mouvement de grève et les problèmes de la lutte des classes.

Il nous paraît indispensable de revenir sur les événements de la lointaine Corée, même si c'est à quelques mois de distance, le manque de place ne nous ayant pas permis d'en parler au moment où ils se déroulaient.

Le 26 décembre 96, à 6 heures du matin, le parlement coréen, réuni subrepticement en présence du seul parti gouvernemental, passait en 7 minutes des lois anti-ouvrières: liberté de licenciement pour les patrons, semaine de travail de 56 heures (plus de 9 heures par jour), nouvelles normes permettant des réductions de salaire (le fameux salaire flexible si aimé en occident), pouvoirs inquisiteurs pour les services secrets et la police (qui avaient été supprimés lors des réformes démocratiques de 94).

La classe ouvrière des grandes usines a réagi immédiatement contre ces lois et elle a déclenché une très forte vague de luttes. Guidée par le syndicat indépendant KCTU, elle s'est lancée dans un grand mouvement de grève illimitée avec les objectifs principaux suivants: abrogation des lois votées le 26 décembre, légalisation des syndicats intercatégoriels, et restauration de la «légalité parlementaire» par la discussion des lois en présence des partis d'opposition.

Toute la presse bourgeoise a donné des informations sur la grève et les affrontements entre la police et les grévistes. Les journaux «de gauche» ont critiqué les atteintes à la «démocratie» du gouvernement coréen; d'autres ont malicieusement souligné le fait que le fameux «tigre» coréen, après des années de croissance économique impressionnante, butait, lui aussi, sur des difficultés économiques et sociales. Un économiste américain réputé écrivait: «tant qu'il est possible de jeter dans l'économie des doses toujours plus massives de capital et de travail, et de travail toujours plus qualifié, les taux de développement sont astronomiques. Mais ce processus ne peut continuer indéfiniment. (...) A la longue le développement apporte avec lui les germes de son ralentissement» (1). Même les bourgeois admettent, de temps en temps, que leur développement économique ne peut durer éternellement!

Mais des situations de crise existent également dans d'autres pays de la région, en Indonésie, à Hong Kong, à Singapour, à Taïwan. Il faut s'attendre à ce que les classes dirigeantes y imposent des cures à la «coréenne»; nous, ce que nous espérons, c'est que la classe ouvrière des pays du sud-est asiatique y répondent «à la coréenne» eux aussi, et si possible en tirant la leçon du mouvement coréen.

Les ouvriers ont bloqué la gigantesque usine d'automobiles Hyundai, arrêté les chantiers navals qui n'avaient fait qu'une bouchée de leurs concurrents américains et européens, paralysé le métro de Séoul; les portes de 650 grandes entreprises, celles qui inondent de leurs marchandises le marché mondial sont restées fermées. Le foyer du mouvement se trouvait dans les citadelles ouvrières de Ulsan (dite aussi Hyundai-city car toutes les entreprises dépendent de Hyundai), Pusan, Chanwon, Mansan. La poussée combative des ouvriers coréens était telle qu'elle a même contraint la FCTU, le syndicat officiel descendant du syndicat unique du régime militaire précédent, à se déclarer pour la lutte. Malgré les menaces de se faire licencier, malgré les arrestations de syndicalistes pour «entrave à la production», malgré les mandats d'arrestation lancés contre les dirigeants du KCTU

(réfugiés dans une cathédrale catholique de Séoul qui est devenue ainsi le symbole des revendications démocratiques du pays), les ouvriers ont continué la lutte et n'ont pas reculé devant les gaz lacrymogènes et les charges de la police anti-émeutes.

Pour rejoindre les pays les plus riches du monde, organisés dans l'OCDE, la bourgeoisie coréenne ne laisse rien au hasard; si pour regagner quelques points de croissance et attirer des capitaux, il lui faut infliger une attaque vigoureuse aux conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, elle le fait sans hésitation. Il y a 10 millions de travailleurs salariés en Corée du Sud et seulement 1,5 à 1,7 millions de syndiqués; sur ce chiffre les syndicats de catégorie, regroupés dans la KCTU «illégal» regroupent 500.000 inscrits seulement. La bourgeoisie pensait probablement qu'il y aurait des résistances, des grèves et des manifestations de protestation contre ses mesures. Mais elle ne s'attendait certainement pas à une réaction aussi prolongée et organisée des prolétaires; et peut-être même ne s'attendait-elle pas à ce que l'Eglise catholique, minoritaire dans le pays, mais dont certains prêtres ont depuis longtemps prêté main-forte aux syndicalistes indépendants, se range aussi ouvertement du côté des grévistes. Une fois de plus l'Eglise montre sa capacité de réaction et sa disposition à jouer un rôle de médiateur avec les autorités, au prix de l'indépendance de classe du prolétariat.

Il ne faut pas oublier que la classe ouvrière coréenne est encore prisonnière de cette «faim de démocratie» qui se développe dans les pays capitalistes soumis depuis longtemps à une dictature ouverte, et qui est alimentée par les partis et les syndicats qui ont besoin de cette démocratie comme de l'air pour respirer.

Mais au delà de l'enveloppe politique dans laquelle elle se présente, il ne faut pas sous-estimer la poussée de classe qui a mis en mouvement des centaines de milliers d'ouvriers coréens des grandes usines. Nous avons une nouvelle fois la confirmation que le capital en associant des milliers de travailleurs salariés dans de grosses unités de production, les habitue à l'organisation, à l'idée que le travail de l'un est conditionné par celui de tous. Sur le terrain de la lutte ouvrière cette habitude d'organisation et de communauté de travail constitue l'élément de base pour la formation de la solidarité et de la compréhension de l'identité d'intérêts à défendre.

* * *

Quoique très jeune, le mouvement ouvrier coréen a un passé dont il peut être fier. De 1984 à 1989 il y eut une longue saison de mouvements de rue et de grèves grâce auxquels les prolétaires obtinrent des résultats significatifs, comme la réduction du temps de travail, la limitation des heures supplémentaires, la reconnaissance des organisations syndicales, etc (2). C'est tout cela que le gouvernement veut supprimer, si pressantes étant les aspirations du capitalisme national à réduire le «coût du travail» pour obtenir le maximum de profit. Les capitalistes coréens (comme d'autres de la région, d'ailleurs) se lamentent qu'au cours de la dernière période les salaires ont augmenté plus vite que la productivité. Mais si l'on compare les salaires coréens aux salaires occidentaux, on constate tout de suite le niveau bestial d'exploitation des prolétaires du «Pays du matin calme». Voilà le «secret» qui a permis aux marchandises de ce pays de se répandre dans le monde

entier. «Les ouvriers vivent essentiellement de "ramyon" - une espèce de potage industriel instantané» rapporte un journal de Hong Kong cité par «Lutte Ouvrière» du 10/1/97. «Sur un salaire minimum mensuel de 122.000 won (environ 800 FF), un ouvrier doit dépenser 60% pour son loyer, 30% pour payer l'eau et le chauffage. Le reste sert pour la nourriture!» Selon les statistiques officielles, de 1994 à 1996, les salaires sont passés de l'indice 200 à 230: peut-être qu'en 96 le smicard coréen pouvait se payer un paquet de cigarettes en plus de son rasyon!

Comme tout grand mouvement de masse, le mouvement coréen sert inévitablement de base à des mouvements politiques. Non pas seulement à des partis parlementaires d'opposition tels qu'ils existent, mais à un parti de type labouriste, «ouvrier bourgeois» comme disait Lénine. Dans tout pays démocratique qui se respecte il y a inévitablement un (ou plusieurs) parti ouvrier bourgeois, un parti réformiste. Et la situation où se trouve le syndicat KCTU pourrait déboucher sur quelque chose de ce type. Yoon Young-mo, le secrétaire de la KCTU pour les relations internationales soutient que son syndicat «lutte pour être reconnu comme le représentant légitime des travailleurs, et participe à plein titre aux processus de décision politiques» (1). Il ne nie pas le besoin de revoir la législation du travail, ou de restructurer l'économie, mais il veut que cela se fasse sur la base d'une négociation! Voilà l'âme réformiste de ce syndicat «indépendant», voilà l'objectif politique qui veut dépasser la lutte ouvrière contingente contre les modifications de la législation du travail et la restructuration de l'économie. Le capitalisme national a-t-il besoin de changer sa législation du travail pour mieux affronter la concurrence mondiale? Très bien, c'est un exigence que nous pouvons partager, dit en substance la KCTU, mais nous devons en discuter ensemble et négocier.

Ce ne sont certainement pas des déclarations surprenantes pour des ouvriers européens ou américains: elles sont caractéristiques du réformisme. «Dans notre plate-forme il y a aussi l'obtention d'un pouvoir politique pour les travailleurs et la réunification», continue Yoon Young-mo, confirmant la tendance du syndicat à se transformer en un Labour Party.

Si les prolétaires coréens peuvent compter aujourd'hui sur l'organisation du syndicat KCTU pour leurs luttes, ils devront à l'avenir y voir une force politique qui naît déjà collaborationniste du sein de ce syndicat. Un syndicat n'est jamais neutre; ou c'est un syndicat de classe ou c'est un syndicat réformiste, irrésistiblement entraîné dans l'orbite bourgeoise, quand ce n'est pas un syndicat d'Etat ou d'entreprise sur le type fasciste, c'est-à-dire destiné à l'enrégimentation des prolétaires. La classe dominante d'un pays donné, même d'un pays qui n'est pas entré depuis longtemps dans la phase du capitalisme développé, peut toujours compter sur l'expérience historique et générale des bourgeoisies plus anciennes; et si celles-ci voient bien la menace que cause à leurs intérêts l'émergence d'un concurrent agressif, elles savent pertinemment que la classe ouvrière peut devenir un grand danger pour ces intérêts quand elle échappe au contrôle social, s'engage de façon décidée dans la voie de la lutte des classes et réussit à s'organiser en conséquence; elles savent aussi que dans ce cas elle est mûre pour être dirigée par un parti révolutionnaire - le parti

de classe international que les révolutionnaires communistes sont appelés à reconstituer dans tous les pays.

Les prolétaires européens peuvent apprendre de l'exemple donné par les ouvriers coréens à prendre en main leurs propres destinées, à se placer sur le terrain de la lutte sociale ouverte contre un adversaire qui n'est pas seulement un patron particulier, mais une classe sociale dans son ensemble, avec son Etat, son gouvernement, sa police, etc. Et ils peuvent répondre par la réappropriation de la mémoire des luttes classistes du passé, au travers des épisodes actuels de rupture de la paix sociale, de rupture avec pratique et la politique de la collaboration entre les classes pour placer leurs forces et leurs espoirs sur le terrain de la défense intransigeante de leurs seuls intérêts de classe.

(1) cf Paul Krugman, in «Affari e Finanza», 20/1/97. Les difficultés économiques actuelles de la Corée du Sud se sont traduites par des faillites de grandes entreprises (comme la Hanbo Iron and Steel, la deuxième aciérie du pays) ou l'éclatement de scandales financiers éclaboussant des personnalités haut placées.

(2) Voir les articles sur la Corée dans les n° 392 et 393 du «Prolétaire» (1987).

SOUSCRIPTION PERMANENTE 2e liste 1997

A.B.: 2850,00 / Bezon: 50,00 / Brest: 50,00 / Eric: 50,00 / Franck: 300,00 / Fête LO: 275,00 / Lyon: 200,00 / Paris: 1400,00 / Roger: 750,00 / Victor: 140,00 Total liste: 6065F.
Total général: 7.221 F

CORRESPONDANCE:

POUR LA FRANCE:
Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
POUR LA SUISSE:
Editions Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne
POUR L'ITALIE:
Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. **Abonnement de soutien:** 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. **Abonnement:** 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. **Abonnement de soutien:** 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. «el programa comunista», le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. **Prix de soutien,** le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. **Imprimé par nos soins.**

**El programa comunista
No 43 - Diciembre de 1995**
-La burguesía ha celebrado la «Liberación» y el fin de la guerra mundial
-El capitalismo soviético en crisis (I)
-Siguiendo el hilo del tiempo: ¿Para poner los puntos sobre las íes!
-A la memoria de la vieja guardia